

13ème édition

Des journées du court-métrage d'Annaba



Pas moins de 26 films seront en compétition lors de la 13ème édition des journées du court-métrage d'Annaba, qui seront ouvertes samedi prochain, a-t-on appris lundi auprès du directeur de l'événement. Cette 13e édition des journées du court-métrage d'Annaba organisée par la maison de la culture "Mohamed Boudiaf" verra la projection de 11 fictions, 7 documentaires et 8 films amateurs, a précisé M. Rachid Saidi lors d'une conférence de presse. La manifestation culturelle prévoit également la tenue de deux ateliers ayant pour objet "les techniques de montage" et "le jeu d'acteur", selon la même source qui a également révélé qu'un hommage appuyé sera rendu à l'homme de théâtre, Hamid Koura en "guise de reconnaissance à tous ses efforts pour la scène culturelle locale". Il est à noter que les prix de cette treizième édition des journées du court-métrage d'Annaba consacreront les catégories de "meilleure fiction", "meilleur documentaire", et "meilleur film amateur".



Belkacem Zeghmati

Zeghmati

Réaffirme la volonté de l'Etat d'en finir avec toute forme de malversation

Intervenant hier lors d'un séminaire sur le contentieux dans le domaine de la sécurité sociale, organisée par la CNAS, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati est revenu sur les événements que traverse le pays, en affirmant que l'Etat est déterminé à aller jusqu'au bout dans la lutte contre l'injustice, la corruption et toute forme de malversation. Le ministre de la justice a également évoqué le hirik populaire qui continue, a-t-il dit, d'impressionner le monde depuis le 22 février dernier, mais il a mis en garde contre toute tentative de nuire à la sécurité et la stabilité du pays. Zeghmati a, en outre, estimé que l'élection présidentielle du 12 décembre prochain

constitue une soupape de sécurité pour permettre au pays de



rompre définitivement avec la situation actuelle et sortir de la crise politique qu'il traverse. Désormais, la Justice est appelée à assumer pleinement son rôle dans la lutte contre les différentes formes du crime, no-

tamment la corruption, à travers une application

« juste et rigoureuse »

de la loi, afin de « rétablir l'autorité de l'Etat bafouée par une justice aux ordres », avait indiqué récemment Belkacem Zeghmati, tout en rappelant que la corruption a atteint au fil des années des proportions alarmantes, tellement elle est devenue « flagrante, organisée et systématique ». Le ministre avait estimé que justice « se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, étant sous les regards des autorités et de la société qui attend d'elle beaucoup pour rétablir l'autorité de l'Etat et cristalliser les droits des citoyens ».

Le chef de l'Etat aux professionnels de l'information:

« Assumer le rôle qui vous incombe en cette étape charnière »

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a appelé, mardi, les professionnels du secteur de l'information à "assumer le rôle qui leur incombe en cette étape charnière, dont aucun n'ignore les enjeux". "J'appelle les professionnels du secteur et les élites nationales à assumer le rôle qui leur incombe en cette étape charnière, dont aucun n'ignore les enjeux", a-t-il déclaré dans un message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse. Saluant "l'effort consenti par le secteur de l'information, public et privé, pour consacrer le professionnalisme et faire prévaloir le sens de responsabilité sur toute tendance d'exacerbation et de division", il a estimé que "c'est là, la manifestation d'une maturité journalistique et d'une authentique appartenance patriotique de nos filles et fils, à travers les divers créneaux de l'information. C'est aussi, le témoignage de leur fervente jalousie de la patrie, intrinsèquement hostile à toute atteinte à la souveraineté nationale et à l'unité du peuple". Après avoir relevé l'apport indéniable des journalistes des différents médias nationaux, presse écrite, audiovisuelle ou électronique, M. Bensalah a évoqué "l'accompagnement des efforts des pouvoirs publics.

2020 devra être l'année d'un véritable essor du secteur en Algérie

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a affirmé lundi à Oran que 2020 devra être l'année d'un véritable essor du secteur du tourisme en Algérie. Au terme des travaux d'une rencontre nationale des professionnels du secteur du tourisme, le ministre a souligné que l'année prochaine devra être celle d'une véritable relance du secteur du tourisme en Algérie avec plus de performance, de concurrence et d'attractivité et

une plus grande présence sur le marché intérieur et étranger.

"Nous œuvrons à l'avenir à avoir des espaces de concertation entre acteurs du secteur du tourisme pour une communication permanente entre l'administration et les acteurs sur le terrain"

a déclaré le ministre. S'adressant aux participants à cette rencontre, il a affirmé "nous demeu-

rons ouverts à vos propositions, initiatives et idées pour soutenir le dynamisme du développement du tourisme en Algérie et nous œuvrons à le répercuter sur le terrain".

"Nous sommes au cœur de la saison du tourisme saharien que nous tentons avec vos contributions, d'impressionner les touristes du pays et de l'étranger et impulser une nouvelle dynamique au

secteur"

a-t-il ajouté, soulignant que "la concrétisation de cet objectif ne sera possible qu'avec votre adhésion totale à cette opération et la prise d'initiatives et dispositions pour satisfaire les consommateurs, donner une image reluisante du tourisme saharien en Algérie". Les participants à cette rencontre ont émis des recommandations dont celles de création de portails pour faire connaître les actions

des wilayas de promotion et de commercialisation du produit



Lutte antiterroriste.. Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Tamanrasset

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée Nationale Populaire, un (01) terroriste s'est rendu, hier 21 octobre 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6ème Région Militaire. Il s'agit du nommé «Ch. Mouaad», dit «Abou Hodhaifa».

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a appréhendé, à In Guezzam/6eRM, un (01) individu à bord d'un véhicule tout-terrain chargé de (3600) kilogrammes de denrées alimen-

taires destinés à la contrebande, tandis que des éléments de la Gendarmerie Nationale ont arrêté trois (03) narcotrafiquants en possession de (650) comprimés psychotropes à Oran/2eRM. D'autre part et dans le cadre de la lutte contre les réseaux d'émigration clandestine, des éléments de la Gendarmerie Nationale ont intercepté, à Aïn Témouchent/2eRM, sept (07) personnes impliquées dans l'organisation de traversées clandestines, tandis que (43) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen/2eRM.



Lutte antiterroriste.. Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Tamanrasset



Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée Nationale Populaire, un terroriste s'est rendu, aujourd'hui 20 octobre 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6ème Région Militaire. Il s'agit du dénommé «Nadji Abderrahmane», dit «Mohamed», qui avait rallié les groupes terroristes en 2012. Ledit terroriste était en possession d'un (01) pistolet mitrailleur de type Ka-

lachnikov et de deux (02) chargeurs de munitions garnis.

Ces résultats réitèrent, encore une fois, l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire pour venir à bout du fléau du terrorisme et faire régner la sécurité et la quiétude à travers tout le territoire national.

HOUDA.D

Sécurisation des frontières et lutte contre la criminalité organisée.. Saisie d'une grande quantité de kif traité à Béchar



Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a saisi, aujourd'hui 20 octobre 2019 lors d'une patrouille de fouille menée près de la zone frontalière de Béni-Ounif à Béchar/3eRM, une grande quantité de kif

traité s'élevant à sept (07) quintaux et (82) kilogrammes.

Encore une fois, les unités de l'Armée Nationale Populaire réitèrent leur détermination à venir à bout de toute tentative malsaine visant à proliférer de tels fléaux intrus à notre société et à nos valeurs.

Lutte antiterroriste.. Découverte et destruction d'une casemate pour terroristes à Skikda

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de recherche menée dans la zone de Tayoussam, wilaya de Skikda/5eRM, un détachement de l'Armée Nationale Populaire a découvert et détruit, le 20 octobre 2019, une (01) casemate pour terroristes contenant des effets vestimentaires et divers objets.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie Nationale et des Garde-frontières ont saisi, en coordination avec les services des Douanes à Tamanrasset/6eRM, (2800) litres de carburant destinés à la contrebande.

D'autre part, des Garde-côtes ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de sept (07) personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale à El-Kala/5eRM, alors que (05) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tiaret et Relizane/2eRM.



Lutte contre la corruption

Zeghmami réaffirme la volonté de l'Etat d'en finir avec toute forme de malversation

Intervenant hier lors d'un séminaire sur le contentieux dans le domaine de la sécurité sociale, organisée par la CNAS, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmami est revenu sur les événements que traverse le pays, en affirmant que l'Etat est déterminé à aller jusqu'au bout dans la lutte contre l'injustice, la corruption et toute forme de malversation. Le ministre de la justice a également évoqué le hirak populaire qui continue, a-t-il dit, d'impressionner le monde depuis le 22 février dernier, mais il a mis en garde contre toute tentative de nuire à la sécurité et la stabilité du pays. Zeghmami a, en outre, estimé que l'élection présidentielle du 12 décembre prochain constitue une soupape de sécurité pour permettre au pays de rompre définitivement avec la situation actuelle et sortir de la crise politique qu'il traverse. Désormais, la Justice est appelée à assumer pleinement son rôle dans la lutte contre les différentes formes du crime, notamment la corruption, à travers une application « juste et rigoureuse » de la loi, afin de « rétablir l'autorité de l'Etat bafouée par une justice aux ordres », avait indiqué récemment Belkacem Zeghmami, tout en rappelant que la corruption a atteint au fil des années des proportions alarmantes, tellement elle est devenue « flagrante, organisée et systématique ». Le ministre avait estimé que justice « se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, étant sous les regards des autorités et de la société qui attend d'elle beaucoup

pour rétablir l'autorité de l'Etat et cristalliser les droits des citoyens ». Il avait, en outre, observé que la lutte contre la corruption « n'atteindra ses objectifs qu'après la récupération des avoirs criminels que représentent les fonds détournés et qui constituent une pierre angulaire aux niveaux national et international ». Il avait relevé que les expériences d'autres Etats en la matière ont montré que « rien ne contribue aussi efficacement à la lutte contre ce type de crime que la poursuite de ses auteurs pour la récupération des fonds détournés ». Précisant qu'il s'agit de gains illicites, le ministre de la Justice avait souligné la nécessité d'approfondir les enquêtes préliminaires pour identifier les auteurs de ces crimes de corruption et déterminer et localiser les montants détournés afin de les saisir ou de les geler jusqu'à ce que les auteurs soient présentés devant les juridictions compétentes qui trancheront conformément à la loi. A cet égard, M. Zeghmami a fait savoir que l'Algérie dispose de mécanismes juridiques nécessaires pour récupérer les fonds détournés vers l'étranger, affirmant que la justice « est aujourd'hui déterminée à lutter contre la corruption par l'application rigoureuse de la loi en toute transparence, indépendance et neutralité et dans le strict respect des règles d'un procès équitable et ce, tout au long de l'action publique sans que personne ne soit lésé et tout en respectant la présomption d'innocence et les droits de la défense dans le cadre du principe d'égalité garanti par la Constitu-



tion ». « Notre pays traverse une période sans précédent au cours de laquelle le peuple algérien a fait montre d'une maturité qui a impressionné le monde entier et une prise de conscience quant aux dangers de la corruption et à la nécessité de lutter contre ce fléau et d'en poursuivre les auteurs, ce qui a amené la magistrature à être à l'avant-garde et à se hisser, dans l'accomplissement de ses missions constitutionnelles, au niveau des revendications légitimes du peuple et de ses aspirations à une vie décente et un meilleur lendemain », a ajouté M. Zeghmami. Il avait, par ailleurs, souligné que l'institution judiciaire « s'acquitte de ses missions constitutionnelles dans le respect des lois de la République en tant que garante des libertés et droits fondamentaux de tout un chacun sans aucune exclusive ni considération conjoncturelle ou personnelle, car notre magistrature nationale n'a d'autre objectif, dans l'Etat de droit, que de consacrer la jus-

tice et le droit ». Pour le ministre, la lutte contre ce dangereux fléau « n'est pas la mission de la magistrature à elle seule mais l'affaire de tous ». Déterminé à poursuivre la lutte contre la corruption, l'Etat a décidé de renforcer la législation algérienne en la matière pour pouvoir prévenir et combattre ce fléau et ce, à travers la révision du Code de procédure pénale en vue de lever les entraves à l'action publique. En visite de travail et d'inspection à la 2e Région militaire à Oran, le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a évoqué « la juste sanction infligée à certains membres de la bande, voire ses têtes, à l'issue de la parution des peines à leur encontre pour complot contre l'autorité de l'Etat et contre l'autorité de l'Armée nationale populaire ». Des peines qui concrétisent, a-t-il fait remarquer, « une revendication populaire pressante et légitime, ont été reçues avec en-

thousiasme par les citoyens, qui ont exprimé leur satisfaction de voir ceux qui, dans un passé récent, sévissaient sur terre avec orgueil et dédain envers la souffrance de notre vaillant peuple ». Le Haut Commandement de l'ANP a, ainsi, tenu, selon Gaïd Salah, « ses engagements envers le peuple et la patrie, en ce qui concerne l'accompagnement de la justice pour juger les corrompus, en fournissant des garanties suffisantes pour ester en justice tous ceux impliqués dans la corruption, car nul n'est au-dessus de la loi ». Et d'ajouter : « Que le peuple algérien sache que nous ne connaissons point de répit jusqu'à ce que chaque corrompu et chaque subversif ait la punition qu'il mérite. L'opération de lutte contre la corruption se poursuivra jusqu'à la fin, soit l'assainissement du pays de ces corrompus qui détruisent les potentiels du peuple et l'avenir des générations, quels que soient les efforts à fournir et les sacrifices incommensurables à consentir ».

Solidarité nationale Eddalia annonce la tenue prochaine d'un concours national de recrutement de 1.722 enseignants spécialisés

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a affirmé lundi à Tébessa que l'opération de dépôt de dossiers des candidats pour le concours national de recrutement de 1.722 enseignants des paliers primaire et moyen dans les établissements spécialisés de son département débutera "au cours de cette semaine". "Tous les préparatifs administratifs et financiers en perspective de ce concours ont été parachevés de concert avec la direction générale de la fonction publique et le ministère des Finances", a assuré la ministre lors de l'inspection de l'école des enfants malentendants de la commune de Bekkaria. L'annonce de la date sera faite dans deux quotidiens nationaux et sur le site électronique du ministère, a indiqué la ministre qui a estimé que cette "importante" opération de recrutement permettra d'augmenter le taux de prise en charge nécessaire des enfants aux besoins spécifiques scolarisés qu'ils ne trouvent pas dans les établissements scolaires ordinaires. Durant sa visite dans la même école, Mme Eddalia a considéré que les aides accordées aux enfants à besoins spécifiques doivent inclure, outre les cartables et les fournitures scolaires, des manuels et des dictionnaires adaptés à leurs besoins pour une prise en charge qui favorisera leur insertion sociale. La ministre a également réitéré son appel aux opérateurs privés pour investir dans la création d'établissements spécialisés pour les catégories aux besoins spécifiques y compris les malvoyants contraints de se déplacer vers d'autres wilayas. Dans le même établissement, la ministre a présidé la

distribution des arrêtés pour les locaux à usage professionnel au profit de 4 bénéficiaires de projets financés par l'ANGEM ainsi que 6 fauteuils roulants électriques et des tricycles pour les handicapés moteurs. Elle a inspecté en outre le foyer pour personnes âgées du chef-lieu de wilaya, où 3 bénéficiaires se sont vus accorder une "Omra" vers les Lieux Saints de l'islam. Mme Eddalia a également instruit les services concernés en vue d'accorder des crédits et une aide pour l'obtention de locaux aux personnes âgées qui suivent des formations d'apprentissage. La ministre a terminé sa visite en donnant devant le siège de la wilaya le coup de départ pour une caravane de solidarité en direction de la mechta Serardjia dans la commune de Boulhaf Dir et en se rendant à l'établissement des enfants assistés.



Sommet Russie-Afrique Abdelkader Bensalah à pieds d'œuvre à Sotchi

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, s'est envolé, hier à Sotchi (Russie) pour prendre part au premier sommet Russie-Afrique. Conduisant une importante délégation, il était accompagné, à son départ de l'aéroport international Houari-Boumediene, par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, le ministre des Finances, Mohamed Loukal et le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab. Il est à noter que plus de quarante chefs d'Etat et de gouvernements devront prendre part, mercredi et jeudi, à ce sommet consacré à l'évaluation globale des relations et l'examen des voies et moyens et des perspectives de partenariat outre l'activation des mécanismes de coopération dans les divers domaines entre les pays africains et ce partenaire important avec qui l'Algérie entretient des relations historiques, solides et stratégiques. Deux importants événements seront au menu des travaux du Sommet, à savoir le forum économique prévu le 23 octobre ainsi que le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra le 24 octobre et sera sanctionnée par l'adoption

d'une déclaration finale. Par ailleurs, et selon un communiqué de la Présidence, Abdelkader Bensalah se rendra, par la suite, avec le chef de la diplomatie algérienne, à Bakou, en Azerbaïdjan pour participer au 18e sommet des Pays Non Alignés placé sous le slogan "Préserver les principes de Bandung pour parvenir à des solutions consensuelles et adéquates pour relever les grands défis mondiaux". Nombre de questions y seront abordées, à l'instar de la sécurité et la paix internationales notamment la cause palestinienne, outre la lutte antiterroriste, le désarmement, l'immigration, la coopération Sud-Sud, les changements climatiques et le développement durable, et ce dans un contexte international sensible où le mouvement des pays non-alignés aspire à raffermir ses rangs et unifier ses positions concernant ces questions afin d'effectuer un rôle plus efficace dans les forums internationaux. La même source a souligné que le Chef de l'Etat « aura, lors de ces deux sommets, une série de rencontres bilatérales avec ses homologues des pays participants.

H.M

Best Global Brands 2019 d'Interbrand" Samsung Electronics conserve sa 6ème place !

Encore une bonne nouvelle pour Samsung Electronics ! Et pour cause, le géant mondial des produits électroniques réussit à conserver sa sixième place sur la liste des "Best Global Brands 2019 d'Interbrand" et voit désormais la valeur de sa marque dépasser la barre de 61 milliards de dollars, soit une hausse de 2% par rapport à l'année dernière.

Selon en effet un communiqué de presse de Samsung Algérie, plusieurs facteurs ont joué un rôle « majeur » dans la croissance de la marque sud-coréenne. On pense au lancement « continu » de produits « innovants » qui « répondent » au nouveau style de vie, aux tendances et aux besoins du consommateur, y compris le réfrigérateur "BESPOKE", le téléviseur "Sero" et le "Galaxy Fold", au potentiel de croissance « considérable » reposant sur de futures technologies « innovantes », dont la 5G, l'IA, l'IoT et le secteur automobile ou encore à la position de « numéro un mondial » sur le marché des semi-conducteurs pour mémoires et le « leadership technologique » dans ce secteur. « L'activité de la division Mobile de Samsung s'est poursuivie avec le lancement fructueux de plusieurs modèles de la gamme Galaxy. L'entreprise s'est classée en tête de ce secteur dans la catégorie des smartphones pliables avec le lancement du Galaxy Fold, et a poursuivi ses efforts pour faire écho aux attentes des consommateurs avec la philosophie de Samsung "Do What You Can't" », explique la même source.



Cette dernière assure que Samsung est « leader » sur le marché des écrans depuis 13 années consécutives et elle n'offre pas seulement de nouvelles expériences visuelles au consommateur grâce aux écrans QLED 8K et micro-LED, mais « reflète également davantage » le mode de vie du consommateur, avec le lancement des téléviseurs "The Sero", "The Frame" et "The Serif". « Pour ce qui est des appareils électroménagers, nous maintenons notre position de numéro 1 du marché haut de gamme tant pour les réfrigérateurs que les lave-linges et lancé de nouveaux produits innovants, comme le réfrigérateur BESPOKE », ajoute la filiale algérienne de la marque

sud-coréenne.

« Figure de proue » de la technologie 5G, Samsung a lancé son premier smartphone 5G. Cette technologie joue également un rôle « important » pour concrétiser les potentialités et les ambitions de l'IA et de l'IoT. Elle a également donné un coup d'accélérateur incomparable au véhicule autonome. Cette année, les sud-coréens ont « renforcé » leur présence sur le marché des semi-conducteurs pour mémoires en commençant la production de masse de la première "DRAM mobile LPDDR5" de 12Go et des puces "V-NAND" de sixième génération, les premières du secteur à passer à plus de 100 couches. « En outre, nous investissons en permanence dans la

R&D et dans l'expansion de ses installations de production dans le domaine des systèmes semi-conducteurs », souligne Samsung Algérie.

Le leadership de Samsung sur le marché et ses investissements en matière d'innovation ont également contribué à ce « brillant » résultat cette année. Les investissements de l'entreprise ne se sont pas limités à la "R&D" en interne, mais ont également permis « d'élargir » son écosystème de produits grâce à des partenariats « stratégiques » ainsi qu'à des investissements dans des "start-up" qui créent de « nouvelles » opportunités commerciales dans divers domaines, dont l'industrie automobile. « Nous nous félicitons de l'accueil enthousiaste ré-

servé à nos efforts constants visant à fournir des innovations significatives qui enchantent le consommateur en améliorant sa vie, confie YH Lee, directeur général marketing de Samsung Electronics. Afin de promouvoir davantage notre marque, nous continuerons à prêter une oreille attentive à nos consommateurs et à tirer les enseignements de leurs réactions, ainsi qu'à mener des changements dans la société par le biais de l'innovation, et ce, pour le bien de tous », conclut le communiqué qui annonce la tenue, aujourd'hui, à New York (USA), dans la foulée des "Best Global Brands 2019 d'Interbrand", le sommet "Best Global Brands".

N.J

Le chef de l'Etat aux professionnels de l'information « Assumer le rôle qui vous incombe en cette étape charnière »



Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a appelé, mardi, les professionnels du secteur de l'information à "assumer le rôle qui leur incombe en cette étape charnière, dont aucun n'ignore les enjeux". "J'appelle les professionnels du secteur et les élites nationales à assumer le rôle qui leur incombe en cette étape charnière, dont aucun n'ignore les enjeux", a-t-il déclaré dans un message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse. Saluant "l'effort consenti par le secteur de l'information, public et privé, pour consacrer le professionnalisme et faire prévaloir le sens de responsabilité sur toute tendance d'exacerbation et de division", il a estimé que "c'est là, la manifestation d'une maturité journalistique et d'une authentique appartenance patriotique de nos filles et fils, à travers les divers créneaux de l'information. C'est aussi, le témoignage de leur fervente jalousie de la patrie, intrinsèquement hostile à toute atteinte à la souveraineté nationale et à l'unité du peuple". Après avoir relevé l'apport indéniable des journalistes des différents médias nationaux, presse écrite, audiovisuelle ou électronique, M. Bensalah

a évoqué "l'accompagnement des efforts des pouvoirs publics, qui n'ont eu de cesse de mobiliser tous les moyens disponibles, en cette conjoncture difficile, pour répondre aux préoccupations de la société et traduire sur le terrain la politique de l'Etat à travers des dispositions et des mesures à caractère social visant l'amélioration des conditions de vie, la prise en charge de la jeunesse et la mobilisation davantage de moyens au profit des régions du Sud et des Hauts plateaux" ainsi que "la promotion et l'élargissement du dialogue politique à travers les cercles de débat, les programmes, les interviews et autres formes de travail journalistique en interaction avec la situation que connaît la scène nationale, en cette sensible conjoncture". Il a relevé, dans le même ordre d'idée "l'assiduité professionnelle à mettre en exergue la forte volonté des institutions et instances du pays à réunir les conditions de la transition de l'Algérie vers une nouvelle ère pour le parachèvement du processus de concrétisation des aspirations et revendications du peuple dans un climat de confiance".

H.M

ANS L'Algérie célèbre vendredi prochain la Journée nationale des donneurs de sang

L'Algérie célèbre vendredi prochain la Journée nationale des donneurs de sang qui coïncide avec le 25 octobre de chaque année en organisant, à travers le territoire national, des manifestations de collecte de sang et des cérémonies honorifiques destinées aux donneurs de sang, indique mardi un communiqué de l'Agence nationale du sang. Instituée en 2006, cette Journée nationale qui est placée cette année sous le slogan "Votre solidarité vous honore" a pour but de "rendre un vibrant hommage à tous les donneurs bénévoles pour leur geste noble et salvateur, d'une part, et d'autre part, sensibiliser les concitoyens à effectuer cet acte de solidarité et de générosité humaine", précise la même source. Dans ce cadre, l'Agence nationale du sang, en coordination avec les directions de la Santé et de la Population à travers les structures de transfusion sanguine et en coordination avec la Fédération algérienne de donneurs de sang, les différents partenaires et le mouvement associatif, organise diverses manifestations à travers le territoire national, notamment des journées de sensibilisation et de collecte de sang, des cérémonies honorifiques destinées aux donneurs de sang. Il est aussi prévu de collecter du sang et de sensibiliser les fidèles lors de la prière hebdomadaire de vendredi. Selon le communiqué de l'Agence, "les campagnes de promotion du don de sang ont permis la fidélisation progressive des différentes institutions, administrations, entreprises publiques et privées, les médias, les universités et le mouvement associatif", précisant qu'au premier semestre 2019, une hausse de 9,4% en matière de transfusion sanguine a été enregistrée, soit une hausse 321 343 poches par rapport à la même période en 2018". En outre, 11 150 poches de sang ont été collectées à l'occasion la Journée nationale des donneurs de sang (25 octobre 2018), 10 946 poches de sang lors de la Journée maghrébine des donneurs de sang (30 mars 2019), 7 642 poches de sang lors de la Journée mondiale du don de sang (le 14 juin 2019) et 44 182 poches de sang par des collectes mobiles à proximité des mosquées, en coordination avec le Ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

Houda H

Finances : Mohamed Loukal rassure « Pas de dévaluation du dinar »

En réponse à une préoccupation des membres de la commission, relative à la réticence face à une éventuelle dévaluation du dinar, M. Loukal a affirmé que la monnaie nationale "ne reculera pas" mais regagnera son équilibre systématiquement face aux autres devises, suivant les cours de changes sur le marché. Quant à l'intégration des employés de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) dans la fonction publique, estimé à quelques 700.000 employés majoritairement universitaires, le ministre a rassuré que le Gouvernement "réfléchit à la façon d'intégrer une partie de ces jeunes de manière graduelle". S'agissant de la finance islamique, le ministre a rappelé que dix (10) produits étaient en attente d'agrément auprès de la Banque d'Algérie (BA). Ceci étant, le ministre des Finances, Mohamed Loukal a fait état, à Alger devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), d'une refonte prochaine du système fiscal. S'exprimant lors d'une séance consacrée aux réponses aux questions et préoccupations des membres de la commission sur le projet de loi, présidée par Tarek Tridi, président de la commission, en présence du ministère des Relations avec le parlement, Fathi Khouil, M. Loukal a précisé que "le Gouvernement examinera, dans deux semaines, un projet de refonte du système fiscal". Il a mis en avant l'impérative refonte de ce système pour augmenter les recettes fiscales ordinaires dans un climat marqué par les fluctuations de la fiscalité pétrolière et la détérioration du marché pétrolier qui, selon lui, n'est plus sensible aux développements géopolitiques après l'arrivée en force des Etats-Unis sur le marché de la production pétrolière. Assurant que cette démarche devrait "réhabiliter l'impôt" en Algérie, le ministre des Finances a rappelé que le montant des impôts non collectés s'élevait actuellement à 4.582 milliards DA. L'élaboration du projet de loi de



Finances (PLF) 2020 intervient, poursuit-il, dans "une conjoncture difficile" où l'Etat veille à sauvegarder le pouvoir d'achat des citoyens d'une part et l'accroissement des recettes fiscales et préserver la balance des paiements d'autre part. Concernant la réduction de l'impôt sur le revenu global pour les retraités dont le nombre dépasse 2 millions, le ministre a indiqué que cette réduction était possible pourvu que les recettes du budget ne soient pas touchées. Quant à la politique de subvention gouvernementale, évoquée par la majorité des membres de la commission intervenant au débat, M. Loukal a fait savoir qu'elle était en cours de révision par le Gouvernement qui songe revoir les subventions indirectes en matière de consommation de gaz, d'électricité, d'eau et de carburant qui coûte à l'Etat quelques 1.800 milliards Da par an, à ajouter à plus de 1.700 milliards Da de subventions directes. Le Gouvernement s'oriente vers la rationalisation

des subventions afin de réduire le déficit budgétaire, a-t-il soutenu. Evoquant le déficit de la Caisse nationale des retraites (CNR), M. Loukal a reconnu qu'il s'agissait d'un problème pour le Gouvernement, expliquant que chaque employé aujourd'hui couvre trois (3) retraités, alors que dans les années 70, neuf (9) employés travaillaient pour un seul retraité. Ce déficit structurel n'est pas dû à l'âge de retraite mais au taux de contribution à la CNR. « L'importation des véhicules de moins de trois ans ne profitera pas au marché noir des devises » Mohamed Loukal a également déclaré, que l'importation des véhicules touristiques de moins de trois ans par les citoyens et à leurs propres frais, conformément au Projet de loi de finances (PLF-2020) ne profitera pas au marché noir des devises. Lors d'une séance présidée par Tarek Tridi et consacrée aux réponses aux préoccupations des membres de la commission concernant le PLF-2020 en présence du

ministre des Relations avec le parlement, Fathi Khouil, M. Loukal a précisé que "l'importation de ces véhicules n'alimentera pas le marché noir des devises détenu par les plus gros vendeurs et acheteurs traditionnels". Hormis les transferts des Algériens établis à l'étranger, estimés à 2,5 milliards d'euros, le marché noir des devises est financé par les plus gros vendeurs, à savoir "ceux qui s'adonnent à la surfacturation de l'importation" et les plus gros acheteurs, connus pour leur évasion fiscale. "Pour maîtriser cet espace, nous devons maîtriser la surfacturation de l'importation et l'évasion fiscale", a-t-il dit. M. Loukal a souligné que "l'Etat veille à ce que l'importation des véhicules de moins de trois ans s'effectue dans une totale transparence, d'où son refus d'autoriser les concessionnaires automobiles agréés à assurer ce type d'importation". A une question des membres de la commission sur la généralisation des licences d'importations de véhi-

cules à moteur Diesel, le ministre a expliqué que ce carburant serait retirée du marché européen à l'horizon 2023, c'est pourquoi "le Gouvernement ne veut pas que le marché algérien soit inondé par des véhicules fonctionnant au diesel en cas d'autorisation de leur importation". Quand à la proposition des députés relative à l'augmentation à 5 ans de l'âge des véhicules importés au lieu de 3 ans, il a fait savoir que le but était d'alimenter le marché en voitures de longue validité et non l'inverse. Sur un autre registre, M. Loukal a expliqué que l'ouverture de bureaux de change en Algérie serait une démarche infructueuse, vu leur faible rendement en raison du manque d'activités touristiques en Algérie, ces bureaux ne pouvant pas de ce fait drainer les devises circulant sur le marché parallèle. Plus explicite, il a cité les facteurs à l'origine de la non augmentation de l'allocation touristique, à l'instar de l'érosion des réserves de changes et des faibles recettes.

Commerce: Bientôt, un nouveau dispositif de soutien des prix de la farine destinée à la production du pain

Un nouveau dispositif de soutien des prix de la farine destinée à la production du pain et à la consommation des ménages sera présentée prochainement au gouvernement, a annoncé lundi à Alger un responsable du ministère du Commerce. "Ce dispositif vise à renforcer l'approvisionnement du marché en farine panifiable destinée à la fabrication du pain ainsi que la farine destinée aux ménages", a indiqué Ahmed Mokrani, directeur de l'organisation des marchés et des activités commerciales au niveau du ministère du Commerce. Dans une déclaration à la presse, en marge de l'Assemblée générale de l'Association natio-

nale des commerçants et des artisans (ANCA) tenue à Alger, à laquelle il a été convié, M. Mokrani a souligné que seules ces deux farines courantes seront subventionnées, tandis que les autres types de farines destinées aux minoteries, en dehors de la panification et la consommation ménagères, seront commercialisées au prix réel. Pour une meilleure traçabilité de la distribution du produit, le même responsable a expliqué que la farine destinée aux boulangeries sera identifiable. "Elle sera conditionnée dans des sacs de 50 kilogrammes, distingués par un emballage spécial sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un produit subventionné

pour la production du pain" a-t-il assuré. "Quant à la farine conditionnée destinée aux ménages, le poids du paquet devrait varier entre 1 et 5 kilogramme maximum", selon ce même responsable. Ce dispositif permettra selon lui de réduire de presque 32 milliards de dinars la dotation financière dédiée annuellement à la subvention du blé tendre importé, en faisant constater que la facture de subvention du pain avait augmenté à 196 milliards de dinars en 2018. Il a rappelé par ailleurs que l'Algérie importe bien plus que ces besoins réels en blé tendre. "Nous avons importé 7 millions de tonnes de blé en 2018, alors que les besoins du pays pour appro-

visionner les boulangeries et les ménages ne devraient pas dépasser 4 million de tonnes", a-t-il évalué, en insistant sur la nécessité de rationaliser les importations notamment des céréales. Pour sa part, le président de l'Association nationale des commerçants et des artisans (ANCA), M. Hadj Tahar Boulanouar, a averti contre une éventuelle hausse des prix de produits de large consommation en raison de la situation économique qui prévaut actuellement le pays. Pour M. Boulanouar, réélu aujourd'hui à la tête de l'ANCA, "l'impact de la conjoncture politique du pays sur l'économie se fait de plus en plus sentir". Lors de cette rencontre qui a re-

groupé des commerçants et des artisans des quatre coins du pays, M. Boulanouar a lancé un appel à tous les acteurs politiques dans lequel il les a demandés à accélérer les efforts afin d'arriver à une stabilité institutionnelle à travers des solutions rapides à la crise que vit l'Algérie depuis février dernier, ce qui permettra, a-t-il poursuivi, de relancer l'économie nationale. "Nous ne sommes pas une formation politique mais nous nous permettons de demander à tous les acteurs politiques de trouver des solutions rapides, avant 2020, à cette conjoncture qui a frappé de plein fouet l'économie du pays", a-t-il dit.

Cause sahraouie L'Algérie réitère son soutien clair et sans équivoque

L'Algérie a réitéré son attachement à sa position "clair" et "sans équivoque" de soutien à la cause sahraouie et au droit du peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre du processus de règlement onusien conformément aux chartes et lois internationales adoptées par l'ONU dont la résolution 1514 du Conseil de sécurité. S'exprimant dans ce contexte, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi, a réaffirmé lundi la position "claire et sans équivoque" de l'Algérie et "son soutien indéfectible au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination", répondant à une question en marge du forum du quotidien "Echaab" sur les récentes déclarations de Amar Saadani concernant la question du Sahara occidental. Précisant que ces déclarations "insignifiantes" n'engageaient que leur auteur, M. Rabehi a nonobstant rappelé que "la question sahraouie dont la légitimité est reconnue par plusieurs pays, est inscrite à l'ordre du jour de l'ONU". Il a salué à l'occasion "le haut sens de responsabilité avec lequel l'ONU traite la question du Sahara occidental", avant de réaffirmer

que le règlement de cette question passe impérativement par un référendum d'autodétermination qui permettra au peuple sahraoui de décider de son avenir conformément aux chartes et lois internationales adoptées par l'ONU.

Le conflit du Sahara occidental est une question de décolonisation

De son côté, l'Ambassadeur d'Algérie à l'ONU, Sofiane Mimouni, s'exprimant devant la quatrième commission de l'ONU, chargée de la décolonisation, à New York, a réitéré que le conflit du Sahara occidental est "une question de décolonisation inachevée", réaffirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. "C'est dire donc qu'aucun doute ne pèse sur la nature de ce conflit qui reste une question de décolonisation inachevée", a indiqué le représentant de l'Algérie, avant d'ajouter que "l'ONU tout comme l'Union Africaine, considèrent que la seule solution, juste et durable à ce conflit est celle qui permettrait au peuple du Sahara occidental d'exercer librement son droit à l'autodétermination conformément à la résolution 1514 (XV)". Il a d'ailleurs rappelé que "les

initiés de ce dossier se rappelleront que l'Assemblée Générale avait, dès 1966, reconnu le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et affirmé depuis, son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV)". L'ambassadeur a relevé que l'examen de cette question s'inscrivait clairement dans le cadre des attributions de la quatrième commission de l'ONU chargée de la décolonisation tel que souligné par le SG de l'ONU dans son dernier rapport sur le Sahara occidental. Soulignant que le peuple sahraoui attend toujours d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, M. Mimouni a assuré que les efforts du secrétaire général des Nations Unies et du Conseil de sécurité en faveur du parachèvement du processus de décolonisation du Sahara occidental "bénéficient du soutien de l'Algérie", en rendant hommage à l'ancien envoyé personnel Horst Kohler qui avait réussi à insuffler une nouvelle dynamique au processus politique.

La position algérienne émane d'une conviction historique et juridique

Par ailleurs, dans un communiqué, le groupe parlementaire

d'amitié et de fraternité Algérie-Sahara occidental, a remis à l'évidence que la position de l'Algérie vis-à-vis de la cause sahraouie "émane de convictions historiques et juridiques conformément à la légalité internationale et toutes les résolutions onusiennes pertinentes". "La position constante de l'Algérie vis-à-vis des mouvements de libération rejetant le colonialisme en Afrique et en Asie découle de notre expérience de libération nationale ayant permis à l'Algérie de recouvrer sa souveraineté après 132 ans d'occupation française. Elle émane également de son attachement au respect du droit international", a-t-il soutenu. "Dernière colonie en Afrique", le Sahara Occidental, rappelle le groupe, est "une cause humaine et politique juste qui a été adoptée par les Etats, les peuples, les Parlements nationaux et les organisations gouvernementales et non gouvernementales eu égard de sa légitimité historique et juridique". Le territoire du Sahara occidental est la dernière colonie d'Afrique occupé par le Maroc en 1975 et reste à ce jour inscrit à l'ONU au chapitre des territoires colonisés selon les règles du droit international en la matière. En outre, le Comité National Algérien de Solidarité avec le

Peuple Sahraoui (CNASPS) a souligné que les propos d'Amar Saadani, sur le Sahara occidental, font "la promotion de l'occupation et du colonialisme" et "qui sont diamétralement opposés à la position officielle de l'Algérie et au soutien populaire et unanime des Algériennes et Algériens à la cause sahraouie". Le CNASP a également souligné que "le Front Polisario a d'abord mérité ses titres de noblesse et la reconnaissance internationale sur le terrain des batailles militaires qu'il a livrées et gagnées face aux forces d'occupation marocaines, obligeant le gouvernement Marocain à solliciter un cessez-le-feu en Septembre 1991". "La RASD, n'en déplaie à ses commanditaires et à lui-même, est membre fondateur de l'UA, admise déjà en 1984 comme membre à part entière de l'OUA, et ayant entraîné le Maroc à s'absenter 32 années durant des rangs de l'Organisation Continentale", a relevé le président du CNASPS, Said Ayachi. Et d'enchaîner "ce même Maroc qui aujourd'hui n'a d'autres choix et alternative que de siéger à la même table que les Sahraouis, subissant ainsi la réalité des résultats et des développements de la lutte du Peuple Sahraoui".

N.I

Gestion et réalisation des infrastructures M. Kouraba présente au Caire l'expérience algérienne



L'e ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba a présenté, lundi au Caire (Egypte), l'expérience algérienne et sa stratégie en matière de réalisation et de gestion des infrastructures, a indiqué un communiqué du ministère. Prenant part aux travaux de la réunion des ministres africains chargés des infrastructures, organisée par l'Agence du développement de l'Union africaine (AUDA), et consacrée au mécanisme de soutien aux projets d'infrastructures dans les pays africains, M. Kouraba a mis en exergue les dimensions socioéconomiques des projets structurants en infrastructures, rappelant leur rôle vital dans la sédentarisation des populations, la relance de la dynamique économique et le développement local dans les différentes régions.

Parmi ces projets structurants, le ministre a cité les infrastructures de transport et les réseaux routiers à l'instar de la route transsaharienne (route de l'unité africaine) qui constitue, selon lui, un acquis pour le continent africain. Le

ministre a indiqué en outre que "l'Algérie accorde un intérêt extrême à cette route qui relie la capitale algérienne à Lagos sur une distance globale de 9.780 km, dont 3.300 km en Algérie, en la transformant en autoroute Nord-Sud sur un tronçon de 848 km". Il est prévu, également, de parachever les travaux de réalisation de la section traversant la République du Niger sur un linéaire de 225 km entre les deux villes d'Arlit et d'Asmaka, a-t-il ajouté, estimant "nécessaire d'accompagner le développement de ces régions, notamment le Sahel africain". Le ministre des Travaux publics et des Transports, rappelle-t-on, avait été reçu en compagnie de ses homologues africains par le président de la République d'Egypte, Abdelattah Al-Sissi. M. Kouraba s'est entretenu, aussi, avec son homologue égyptien autour des voies de développement des relations bilatérales dans les domaines d'intérêt commun, notamment en ce qui concerne les infrastructures et structures.

A.M

Transport scolaire : 6 000 bus pour les communes du pays au cours des 3 prochaines années



L'e ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah Eddine Dahmoune, a affirmé, à Khenchela, que "les communes du pays seront renforcées par 6.000 bus destinés au transport scolaire au cours des 3 prochaines années". "Durant les 3 prochaines années, le transport scolaire sera renforcé, à travers le pays, par 6.000 nouveaux bus destinés au transport des élèves des régions enclavées", a fait savoir le ministre lors de l'inspection de l'école primaire "moudjahid Boulzazene Hocine" de la commune de Yabous, dans le cadre d'une visite de travail de deux jours dans la wilaya, en compagnie du ministre des Ressources en eau, Ali Hamam. M. Dahmoune a ajouté, à ce propos, que son département ministériel a signé un accord avec le ministère de la Défense nationale à la faveur duquel la Société algérienne de fabrication de véhicules Mercedes-Benz (SAFAV) procédera à la fabrication et la distribution de 6 000 bus scolaires en

plusieurs tranches. Dans ce contexte, le ministre a rappelé qu'un précédent programme visant la distribution de 3.500 bus pour le transport scolaire s'est déjà soldé par la réception de 2.000 bus sur le nombre total. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a également souligné que d'ici 2022, le problème du transport scolaire sera "complètement réglé", indiquant que les communes des wilayas du Sud du pays en seront pourvues en priorité, et seront suivies par les communes des wilayas des Hauts-plateaux. M. Dahmoune poursuit sa visite dans la wilaya de Khenchela, au premier jour de sa visite, en mettant en service l'unité secondaire de la Protection civile de la commune de Hamma et en présidant la pose de la première pierre du projet de réalisation du service des urgences médico-chirurgicales de l'établissement public hospitalier (EPH) Ahmed Benbella de la ville de Khenchela, avant de présider l'ouverture officielle de l'Ecole supérieure des forêts.

Projet de loi sur les hydrocarbures: Réduire l'exposition financière de Sonatrach par le partenariat

Le projet de loi sur les hydrocarbures tend à relancer l'activité dans le secteur par le partenariat avec des capitaux privés, réduisant ainsi l'exposition financière de Sonatrach, a expliqué un exposé des motifs. "Compte tenu de l'état préoccupant des lieux sur le ralentissement de l'activité en amont de l'industrie pétrolière nationale, qui a conduit au déclin de nos réserves prouvées et du niveau de notre production, la future loi a pour objectif essentiel de relancer l'activité dans le secteur à travers le partenariat avec des capitaux privés, afin de réduire l'exposition financière de Sonatrach qui supporte seule les risques de l'activité d'exploration", a précisé le même document destiné aux Parlementaires. En plus, le projet de loi poursuit plusieurs principales finalités. Il s'agit en l'occurrence de "favoriser le développement et l'exploitation sûre, durable et optimale des ressources en hydrocarbures y compris les non-conventionnelles et offshore, satisfaire les besoins en énergie de la collectivité nationale et assurer la sécurité de son approvisionnement à long terme". Il est également question aussi de "promouvoir la préservation et la protection de l'environnement tout en garantissant la sécurité des personnes et des installations".

Pour relancer l'activité dans le secteur à travers le partenariat avec des capitaux privés, la démarche consiste à "aménager le cadre institutionnel pour éliminer les lourdeurs du cadre administratif, qui grèvent les coûts de production, et introduire un régime fiscal simplifié et compétitif afin d'inciter la participation des partenaires étrangers". Ainsi, la flexibilité du dispositif proposé permet, en cas de succès, des résultats économiques acceptables aussi bien pour le partenaire étranger que pour l'Entreprise Nationale tout en garantissant des revenus appréciables pour l'Etat. Il est également affirmé dans ce cadre que le "recours au partenariat n'est pas une fin en soi". Cependant ce dernier "permet d'accélérer le processus de relance de l'activité d'exploration et de production afin de renouveler des réserves qui s'épuisent rapidement et d'améliorer le taux de récupération des gisements découverts", selon l'exposé des motifs. Selon le document "la liberté d'action de l'Entreprise Nationale n'est pas entravée". Ainsi, Sonatrach continuera à exercer ses activités

en amont soit seule soit en partenariat avec un ou plusieurs partenaires, tout en "modulant sa participation au financement des investissements d'exploration et de développement". "Le partenariat lui permet de renforcer son efficacité et d'optimiser ses actions dans le secteur", a précisé la même source. A l'égard des partenaires étrangers, les rédacteurs du projet de loi indiquent que pour attirer de nouveaux investissements étrangers dans le secteur des hydrocarbures, des "mesures incitatives" ont été introduites dans la future loi telle que la simplification de toutes les démarches administratives et opérationnelles pour l'exercice des activités pétrolières et réduction des coûts et des délais qui pourrait entraver le bon fonctionnement de ces activités. Il est question aussi d'assurer un retour sur l'investissement acceptable pour le partenaire étranger et comparable à celui qui pourrait être offert par des pays concurrents. Toutefois, l'exercice de ces activités pétrolières ne peut être effectué au détriment des aspects relatifs à la santé des personnes, à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement

notamment les ressources en eau. C'est pourquoi le projet de loi accorde "une grande importance" au respect des principes qui s'attachent au développement durable et au renforcement du contrôle durant tout le cycle de vie des installations. le rôle de l'Etat réaffirmé dans la préservation des ressources naturelles des hydrocarbures Ce projet de loi réaffirme, par ailleurs, "le rôle de l'Etat dans la préservation des ressources naturelles en hydrocarbures à travers leur exploitation d'une manière optimale. Cela se fera aussi avec les meilleures pratiques et standards internationaux et dans l'allocation de ces ressources notamment pour satisfaire les besoins du marché national en gaz naturel et en produits pétroliers". "Une valorisation plus intense des potentialités latentes du secteur des hydrocarbures ne peut que favoriser la poursuite des réformes économiques et le rétablissement des équilibres financiers de l'Algérie grâce à la stabilisation, voire l'amélioration attendue des recettes fiscales pétrolières, a souligné le document. Cependant, le projet loi ne se limite pas à la maximisation des recettes fiscales. Il se rapporte aussi à la promotion du dévelop-

pement économique et social du pays à travers des dispositions spécifiques. Ces dispositions sont relatives au recours, en priorité, aux biens et services produits en Algérie et à l'utilisation d'une façon privilégiée de la main-d'œuvre nationale dans les activités pétrolières et ce à travers des actions de recrutement et de formation de jeunes diplômés, a expliqué le même exposé. Pour rappel, le projet de loi sur les hydrocarbures a été adopté dimanche (13 octobre) par le Conseil des ministres. Ce même projet de loi a été transmis dimanche dernier à la Commission des affaires économiques, de développement, d'industrie et du commerce de l'Assemblée populaire nationale. N.I



Tourisme et Artisanat 2020 devra être l'année d'un véritable essor du secteur en Algérie



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a affirmé lundi à Oran que 2020 devra être l'année d'un véritable essor du secteur du tourisme en Algérie. Au terme des travaux d'une rencontre nationale des professionnels du secteur du tourisme, le ministre a souligné que l'année prochaine devra être celle d'une véritable relance du secteur du tourisme en Algérie avec plus de performance, de concurrence et d'attractivité et une plus grande présence sur le marché intérieur et étranger. "Nous œuvrons à l'avenir à avoir des espaces de concertation entre acteurs du secteur du tourisme pour une communication permanente entre l'administration et les acteurs sur le terrain", a déclaré le ministre. S'adressant aux participants à cette rencontre, il a affirmé "nous demeurons ouverts à vos propositions, initiatives et idées pour soutenir le dynamisme du développement du tourisme en Algérie et nous œuvrerons à le répercuter sur le terrain". "Nous sommes au cœur de la saison du tourisme saharien que nous tentons avec vos contributions, d'impressionner les touristes du pays et de l'étranger et impulser une nouvelle dynamique au secteur", a-t-il ajouté, soulignant que "la concrétisation de cet objectif ne sera possible qu'avec votre adhésion totale à cette opération et la prise d'initiatives et dispositions pour satisfaire les consommateurs, donner une image reluisante du tourisme saharien en Algérie". Les participants à cette rencontre ont émis des recommandations dont celles de création de portails pour faire connaître les actions des wil-

ayas de promotion et de commercialisation du produit touristique local, d'obliger tous les hôtels au niveau national de créer des sites électroniques pour la réservation et le paiement et de recruter des photographes et cadres en technologies dans les établissements touristiques. Les recommandations ont porté également sur "l'accélération de la révision du système juridique relatif au paiement électronique", "la volonté politique réaffirmée avec des mesures pragmatiques pour assurer la stabilité à la tête des structures du secteur" et "la publication des procédures d'octroi de visas aux touristes par le ministère de tutelle, outre l'application de la loi portant sur les bureaux de change. Les participants ont appelé aussi à réviser la structure des offices touristiques sur le plan juridique et réglementaire et le mode de leur financement, à élaborer un statut du guide touristique et à coordonner les actions avec les agences touristiques, les hôtels et autres. Cette rencontre d'une journée a comporté quatre ateliers abordant, entre autres, l'attractivité de la destination Algérie, la promotion et la commercialisation touristique, le management des hôtels, le soutien de l'investissement touristique et l'impact du numérique sur le secteur touristique. Cette rencontre, à laquelle ont assisté 300 participants dont notamment les professionnels du secteur du tourisme des wilayas du pays, a été mise à profit pour honorer des opérateurs ayant contribué au développement du tourisme.

Lehouari K

Coopération algero-portugaise Djellab met l'accent sur "l'importance des investissements portugais en Algérie dans divers domaines



Le ministre du Commerce, Saïd Djellab a appelé les sociétés portugaises à investir dans les nouvelles zones d'activité dans le sud, lesquelles jouissent d'avantages particuliers. Lors de ses entretiens, lundi, avec l'ambassadeur du Portugal, Carlos Manuel Folhadel de Macedo Oliveira, M. Djellab a mis l'accent sur "l'importance des investissements portugais en Algérie dans divers domaines, d'autant que le Gouvernement algérien a accordé aux régions frontalières et aux nouvelles zones d'activité la priorité dans le développement, appelant les sociétés portugaises à investir dans ces régions jouissant d'avantages particuliers". Le ministre a affirmé son plein attachement à relever les quotas d'exportation hors hydrocarbures et à créer des mécanismes dans la perspective d'établir de nouveaux partenariats au sein de la Zone de libre-échange africaine (ZLECAf). Au cours de la rencontre qui a permis d'évoquer plusieurs questions économiques d'intérêt commun, M. Djellab a souligné "l'efficacité" du partenariat entre les deux

pays et le volume des investissements portugais en Algérie. Il a exprimé, en outre, la disponibilité de son département ministériel "à poursuivre la concertation pour créer de plus importantes opportunités d'investissement et relancer la coopération entre les investisseurs algériens et portugais, à travers la reconstitution du Conseil d'affaires algéro-portugais". Pour sa part, le diplomate portugais s'est félicité des partenariats économiques établis à ce jour et du volume des échanges économiques, saluant les tentatives "sérieuses" des deux pays de trouver de nouvelles perspectives de coopération. Près de 100 sociétés portugaises sont implantées en Algérie, a-t-il ajouté, qualifiant d'"acceptable" le volume des échanges commerciaux entre les deux pays. Le ministre du Commerce avait annoncé auparavant que "l'Algérie planifie la création de zones économiques spéciales dans les régions frontalières de son grand Sud pour parvenir à une meilleure intégration économique avec le reste du continent africain".

Nouvelles de Sétif, Campagne Labours-semailles : Plus de 195.000 hectares seront traités

La wilaya de Sétif serait-elle en passe de renouer avec ses grandes productions céréalières d'antan qui lui ont valu le qualificatif de grenier de Rome, et relever ainsi les défis qui lui sont assignés en matière de sécurité alimentaire sur bien d'exploitations agricoles ?

La réponse va sans conteste dans le sens de l'affirmative au vu de la vocation essentiellement agricole que continue à entretenir jalousement cette vaste wilaya du pays, reconnue depuis la nuit des temps par ses productions exceptionnelles avec des variétés locales à haut rendement du genre «Md el Bachir», une production en orge jamais réalisée cette année et des potentialités toutes extraordinaires que recèlent ces hautes plaines sétifiennes pour doubler les productions actuelles.

Dans cette nouvelle dynamique, boostée par l'état et la récupération de près de 1.000 hectares de jachère, les volets importants inhérents à la vulgarisation et l'accompagnement des céréaliculteurs pour le respect de l'itinéraire technique — comme devait le souligner le ministre de

l'agriculture lors de sa dernière visite à Sétif et le wali à l'issue du lancement de la campagne labours-semailles 2019-2020, le premier octobre dernier — sont en effet des actions fortes qui doivent être menées sur le terrain.

Par ailleurs et comme en fera état Akkouche Abdelmalek, le directeur de wilaya des services agricoles, l'autre volet non moins important concernant les pertes post-récolte devra être limité à sa plus simple expression pour faire que chaque grain soit récupéré et ne soit pas laissé à travers les champs. «Nous devons donc agir en conséquence pour ne rien perdre et tout gagner», ajoute notre interlocuteur qui fonde beaucoup d'espoir sur cette nouvelle année agricole.

Un optimisme consolidé par cette quantité record de près de 1.500.000 quintaux qui a été collectée pour la première fois cette année dans la wilaya de Sétif qui atteste ainsi de l'adhésion des 6.460 céréaliculteurs livreurs sur lesquels 6.384 ont été déjà payés le 1er octobre dernier avec une enveloppe de 6.041.521.260 ,82 DA.



Cette année, la campagne-labours-semailles 2019-2020 a été lancée suffisamment à temps pour permettre aux agriculteurs de bien s'organiser. D'ailleurs, pour le crédit RFIG, 115 demandes étaient déjà déposées, le 23 septembre dernier, après l'ouverture du guichet unique (CCLS, CRMA et BADR) le 27 juillet 2019 pour leur examen.

Cette année, les intentions de mise en place des cultures céréalières s'étalent sur une superficie de 195.100 hectares dont 128.500 pour le blé dur et 44.000 pour l'orge qui a donné une excellente production. «Autant nous sommes fiers de ces rendements, autant nous allons tout faire pour travailler davantage sur l'itinéraire technique, le désher-

bage, l'engraisement des sols et les pertes post-récolte pour obtenir de meilleurs résultats, sachant que sur certaines parcelles de la wilaya, nous avons obtenu des rendements de pointe qui dépassent les 50 quintaux à l'hectare», conclut le directeur des services agricoles.

Ouargla: ouverture du salon Hassi-Messaoud Expo 2019 avec quelque 200 participants

Quelque 200 exposants prennent part au 8ème salon international Hassi-Messaoud Expo, fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers, qui a ouvert mardi ses portes au public.

Inauguré par les autorités de la wilaya d'Ouargla, l'événement est dédié aux professionnels des hydrocarbures concernés par les différents segments de l'activité pétrolière et gazière, l'investissement dans le domaine des hydrocarbures, dans ses volets réalisation, services et maintenance, l'instrumentation et le contrôle industriel, les lubrifiants industriels destinés au secteur hydrocarbures et autres activités.

Selon les organisateurs, en l'occurrence "Petroleum Industry Communication", ce salon international Hassi-Messaoud Expo, un événement organisé depuis 2011, offre une plateforme de communication pour tous les intervenants du secteur des hydrocarbures.

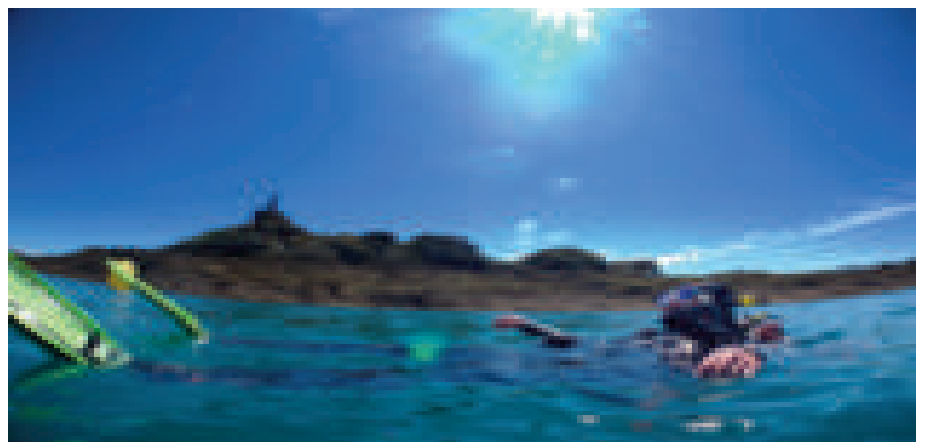
Il offre aux professionnels du domaine de nouvelles opportunités, non seulement pour exposer leurs produits et services, mais aussi pour nouer des contacts et relations d'affaires entre professionnels et leur donner l'opportunité de développer leurs activités à travers des rencontres et échanges avec d'éventuels partenaires et associés.

Ce salon se veut aussi une contribution à la dynamisation du processus de développement dans le Grand sud du pays, en offrant aux entreprises nationales, y compris les jeunes promoteurs, une occasion de montrer leur savoir-faire et d'acquérir l'expertise des grands groupes et multinationales présents à Hassi-Messaoud, soulignent les organisateurs.

Un programme riche a été préparé pour cet événement annuel en Algérie, comportant, outre l'exposition, l'animation d'ateliers sur des thèmes liés à l'actualité du secteur énergétique sur tous les plans.

Du 5 au 7 novembre Colloque national sur le patrimoine archéologique et l'eau

La 2ème édition du colloque national "Le patrimoine archéologique et l'eau à travers les âges en Algérie" se tiendra du 5 au 7 novembre prochain à Sétif, a indiqué la directrice du musée public national de la wilaya, Chadia Khelfallah. Organisée par le musée avec le concours du laboratoire patrimoine et études archéologiques de l'université Mohamed-Debaghine, la rencontre vise à mettre en lumière la place de l'eau dans les sites d'établissements humains à travers les phases successives de l'histoire par le recours, entre autres, au Système d'information géographique, a indiqué Mme Khelfallah. La rencontre abordera le recensement archéologique en Algérie et ses connexions avec les points d'eau, les installations hydrauliques (bains, moulins, pressoirs et jets d'eau), les systèmes de transfert d'eau et de drainage, outre la sensibilisation à la préservation des sites historiques et l'élaboration d'une banque de données sur les pièces de toutes les collections muséales du pays,



a-t-on indiqué de même source. Le colloque, de trois jours, débattrra plusieurs axes dont "l'homme et ses croyances liées à l'eau", "les premiers établissements humains au sud de la Méditerranée et leur rapport à l'eau", "l'évolution de l'architecture de transport d'eau à travers les âges". "L'archéologie sous-marine" et "la protection des vestiges sous-marins", "l'eau, les métiers, la cul-

ture alimentaire et les techniques de production", "les vestiges archéologiques d'ouvrages hydrauliques et la dynamique urbaine dans la région de Sétif" seront également débattus par les conférenciers, a noté Khelfallah. Des chercheurs et experts des diverses universités du pays participeront à cette rencontre dont les travaux se tiendront au musée public de Sétif,

Ouargla : caravane de sensibilisation sur le métier de "grimpeur-élagueur"

Une caravane de sensibilisation sur le métier "grimpeur-élagueur" des palmiers s'est ébranlée, mardi, de la commune de Témachine, wilaya déléguée de Touggourt (160 km d'Ouargla), pour vulgariser le métier en milieu des phoeniciculteurs, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA). La caravane, devant sillonner trois jours durant les communes de N'goussa et de Rouissat à la conquête des phoeniciculteurs, s'assigne comme objectifs la vulgarisation de la pratique de cet ancien métier, la possibilité de l'intégration des moyens et outils modernes dans cette activité pour assurer la sécurité du grimpeur, a expliqué le chef de service de la vulgarisation agricole à la DSA.

L'organisation de la manifestation de sensibilisation devra épargner aux grimpeurs, les accidents, les chutes souvent mortelles où émaillées de blessures irréparables, a indiqué M.Brahim Korichi. Selon le même responsable, cette initiative

sera également mise à profit pour inciter les jeunes à s'initier aux techniques de grimper et de contribuer à la préservation de ce métier ancestral, la formation de la relève qualifiée et l'encouragement de la création des micro-entreprises dans ce domaine susceptibles de protéger la richesse phénicienne de la région.

Les responsables du secteur agricole de la wilaya d'Ouargla entendent intégrer cette spécialité "grimpeur-élagueur" à la nomenclature des métiers reconnus dans le but de conférer un statut juridique de professionnalisation à cette activité.

La caravane s'inscrit au titre du projet de professionnalisation du grimpeur de palmier, piloté par le ministère de l'Agriculture, de Développement rural et de la Pêche, avec le soutien du l'Union Européenne (UE), portant promotion des activités phéniciennes dans le Sud Algérien. Dans ce cadre, Trois wilayas, en l'occurrence Adrar, El-Oued et Ouargla, ont été sélectionnées comme wilayas pilote dans

l'objectif de promouvoir cette activité, a-t-on fait savoir.

La DSA a fait part, à ce titre, de l'organisation, novembre prochain, d'une session de formation professionnalisée "grimpeur-élagueur" en direction des phoeniciculteurs et personnes manifestant des capacités dans cette discipline.

Le programme de cette session prévoit notamment la vulgarisation, à la faveur des séances théoriques et pratiques, des techniques correctes d'escalade du palmier, de désherbage des mauvaises plantes, la lutte contre les maladies parasitaires affectant le patrimoine phénicienne, ainsi que la démonstration des techniques de pollinisation du palmier dattier.

La wilaya d'Ouargla recèle une richesse phénicienne de près de 2,5 millions de palmiers, dont 2,1 productifs, occupant une superficie globale de 23.000 ha, selon les données de la DSA.

Un nouvel antibiotique découvert dans la forêt tropicale mexicaine

Une équipe internationale de scientifiques a découvert une nouvelle molécule antibiotique produite par une bactérie de la famille des *Rhizobium*, et qui se trouve présente dans des haricots sauvages, poussant au sein de la forêt tropicale au Mexique. Une découverte qui pourrait s'avérer fort utile pour l'agriculture.

À cause du phénomène menaçant et grandissant de la résistance aux antibiotiques chez l'Homme, l'animal et les plantes, les chercheurs recherchent de nouveaux moyens pour faire face aux infections bactériennes. Cela passe par la compréhension des mécanismes d'antibiorésistance, également par la recherche d'autres méthodes d'attaque comme la phagothérapie. Mais de nouveaux antibiotiques font aussi leur apparition. Une molécule antibiotique, non identifiée à ce jour, vient d'être découverte par une équipe internationale, réunissant des chercheurs russes, américains et français, et elle pourrait bien être d'une grande utilité dans le domaine de l'agriculture, selon la co-étude publiée dans la revue *Nature Communications*.

Une bactérie qui défend les plantes

C'est une bactérie inconnue appartenant à la famille des *Rhizobium* qui produit ce « nouvel » antibiotique. Ce dernier a été identifié au sein d'haricots sauvages, de leur nom botanique *Phaseolus vulgaris*, dans la forêt



tropicale mexicaine. Phazolicine est donc le nom qui lui a été attribué.

Les bactéries de la famille des *Rhizobium* sont connues pour fournir de l'azote aux plantes, ce qui les rend plus robustes. Cette nouvelle bactérie fait de même. Mais elle possède une particularité que les autres n'ont pas : elle relâche de la phazolicine pour protéger la plante des bactéries néfastes, sensibles à la phazolicine. « Nous espérons montrer que la bactérie peut être utilisée comme "probiotique végétal",

car la phazolicine empêchera d'autres bactéries potentiellement dangereuses de se multiplier dans le système racinaire des plantes d'importance agricole », a déclaré Konstantin Severinov, chercheur principal à l'Institut Waksman de microbiologie et professeur en biologie moléculaire et biochimie à la Faculté des arts et des sciences de l'Université Rutgers (Nouveau-Brunswick, Canada). À l'avenir, cet antibiotique pourrait être utilisé pour protéger les plantations d'autres graines telles que les

pois, pois chiches, lentilles, arachides, soja et autres légumineuses. L'existence de la phazolicine a été confirmée en laboratoire, sa structure anatomique est liée au ribosome (une usine où la cellule produit des protéines) de la bactérie. Induire des mutations dans le ribosome permettrait de contrôler, voire de modifier la sensibilité de l'antibiotique, mais les recherches le concernant n'en sont encore qu'aux prémices.

**Ce qu'il faut retenir

- Une bactérie inconnue, de la famille des *Rhizobium*, présente dans les sols relâche un antibiotique non identifié jusqu'à présent. Il a été découvert dans des haricots sauvages dans la forêt tropicale du Mexique.

- L'antibiotique permet aux haricots d'être plus robustes et de lutter contre d'éventuelles bactéries opportunistes et néfastes à son bon développement.

- À l'avenir, cet antibiotique pourrait s'avérer utile dans le domaine agricole.

k.a

Éoliennes Leurs pales sont-elles recyclables ?

Selon le Global Wind Energy Council, fin 2016, pas moins de 340.000 éoliennes produisaient de l'énergie dans le monde. Des éoliennes dont il faudra, tôt ou tard, envisager la fin de vie. Les pales des éoliennes actuellement en opération sur le terrain sont constituées de matériaux composites thermosensibles. Des matériaux qui leur permettent d'allier résistance et légèreté. Mais, que ces résines époxy ou polyesters soient renforcées de fibres de verre ou de fibres de carbone, le recyclage des composites thermosensibles apparaît difficile à mettre en œuvre. Encouragés par une réglementation de plus en plus stricte en matière de recyclabilité des composites, les fabricants envisagent pour l'avenir une nouvelle solution : celle du recours aux composites thermoplastiques. Ce sont des matériaux composites qui affichent des performances mécaniques égales à celles des thermosensibles et qui, en plus, présentent l'avantage -- notamment les dernières formulations mises sur le marché -- de pouvoir être refondus après usage pour un recyclage économiquement rentable et environnementalement. Mais la durée de vie d'une éolienne est en principe de 20 à 30 ans. Or, c'est entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 que les parcs éoliens ont commencé à se multiplier en Europe. L'heure du démantèle-



ment de certains d'entre eux a donc sonné. D'autant que des éoliennes plus puissantes et plus efficaces arrivent sur le marché.

Bien qu'imparfaites, des solutions existent déjà

Pour les autres, il faut trouver des solutions de traitement. Les métaux qui constituent le mat et le moyeu du rotor sont relativement faciles à recycler bien qu'encombrants -- et donc polluants -- à transporter. Le béton armé des fondations peut être réutilisé sous forme de granulats dans le secteur de la

construction. Pour les pales, l'opération est plus délicate. Mesurant plusieurs dizaines de mètres de long, les pales en composites à renforts en fibres de verre peuvent être coupées en morceau par de gigantesques scies à pales spécialement imaginées. Des morceaux qui sont, malheureusement et la plupart du temps, confiés à des centres d'enfouissement technique. Ils peuvent aussi être broyés ensuite et devenir des combustibles pour l'industrie du ciment en se substituant au mazout et

aux autres combustibles fossiles traditionnels. Ce secteur d'activité utilise même ensuite les cendres produites comme matière première. Les ingénieurs, de leur côté, continuent de travailler à développer des procédés qui pourraient permettre de recycler les pales d'éoliennes. Certains espèrent parvenir à produire, à partir des broyats, de nouveaux matériaux composites aux performances moindres, mais qui pourraient servir à fabriquer des glissières de sécurité ou des panneaux pour le

bâtiment, par exemple. D'autres envisagent de récupérer les fibres de carbone par pyrolyse -- comprenez : par action de hautes températures --, par solvolysse -- comprenez : par action d'une eau dans un état supercritique -- ou encore par l'action de très fortes puissances électriques pulsées. Notez que des architectes ont, quant à eux, déjà commencé à valoriser des morceaux de pales d'éoliennes pour concevoir des aires de jeux (tunnels, tours, rampes, etc.) ou des bancs publics.

Pourquoi faire une planification stratégique?

Selon une fausse idée répandue, la planification stratégique est l'apanage des grandes entreprises. Mais, en réalité, cet exercice peut s'avérer grandement bénéfique pour la plupart des entreprises. Qu'il s'agisse de l'acquisition d'un concurrent, de l'augmentation de votre capital ou de l'atteinte d'un plus grand rythme de croissance, vous devez mettre en place les bonnes stratégies, la bonne structure, les bons plans et les bonnes mesures de contrôle afin d'optimiser le rendement de vos investissements. Selon Nyrone Drepaul, conseiller d'affaires, «la planification stratégique consiste à envisager l'avenir de votre entreprise dans les trois à cinq prochaines années et à prévoir ce que vous devez faire pour le concrétiser. «Si vous êtes toujours occupé à régler des problèmes urgents, vous croyez peut-être ne pas avoir de temps à consacrer à la planification, déclare M. Drepaul. Mais en concevant des stratégies d'ensemble pour encadrer vos opérations quotidiennes et pour fixer des objectifs, vous cesserez d'avancer à l'aveuglette. L'établissement d'un plan à long terme vous permettra simplement d'augmenter vos chances de réussite.»

Réduire le risque

Une autre bonne raison pour que les entrepreneurs fassent de la planification stratégique une priorité est que cela permet de réduire le risque, particulièrement lors de périodes d'incertitude économique. «Dans le cadre du processus, vous devrez évaluer votre situation actuelle, vos ressources, vos forces et vos faiblesses, vos concurrents ainsi que le contexte commercial. Vous serez ainsi mieux outillé pour prendre des décisions tout en réduisant le risque.» Pour M. Drepaul, la planification stratégique contribue également à stimuler la fibre entrepreneuriale des dirigeants. «Il s'agit d'un bon moyen de retrouver l'élan qui vous habitait au début. Par



exemple, vous rêviez peut-être de fonder une entreprise d'une valeur de 10 millions de dollars avec des succursales partout dans le monde. Mais en cours de route, vous vous êtes laissé emporter par les problèmes quotidiens, vous avez perdu de vue ce rêve et vous vous êtes contenté d'objectifs inférieurs à votre potentiel réel.» «La planification stratégique peut vous permettre de retrouver cette passion. Si vous établissez un plan doté d'objectifs concrets, il peut être très gratifiant d'en franchir chacune des étapes. Cette satisfaction peut vous donner l'élan dont vous avez besoin pour aller plus loin.»

Faites participer vos employés

M. Drepaul recommande que les

entrepreneurs demandent à leurs employés de prendre part à l'exercice de planification financière, surtout lorsqu'il s'agit d'une petite entreprise. En faisant participer vos employés, ces derniers se sentent concernés par le plan et vous aident ensuite à atteindre vos objectifs. «Cela permet de susciter de l'enthousiasme par rapport à votre entreprise et de faire en sorte que tout le monde soit au diapason.» Par exemple, les entrepreneurs peuvent demander à leurs employés de faire un remue-ménages afin de déterminer les forces et les faiblesses de la société. Après tout, ce sont vos employés qui connaissent votre entreprise sous toutes ses coutures.

Obtenez des conseils de l'extérieur

Un élément essentiel d'une planification stratégique réussie réside dans l'obtention d'un point de vue extérieur objectif. La plupart des petites entreprises n'ont pas, à l'interne, les ressources et le savoir-faire requis pour entamer un processus de planification financière. «Un consultant peut vous donner un regard neuf sur votre entreprise, vous aider à planifier pour l'avenir ainsi qu'à fixer vos objectifs à long terme, affirme M. Drepaul. Un spécialiste peut également s'assurer que vous suivez un plan rigoureux assorti d'échéances clairement établies et de responsabilités bien définies.» «Le but est que vous posiez un regard neuf sur votre entreprise et que vous soyez mieux outillé pour réaliser vos rêves.»

En résumé

La planification stratégique vous permet de faire ce qui suit:

- *Prévoir l'avenir de votre entreprise pour les trois à cinq prochaines années
- *Définir vos objectifs à long terme
- *Évaluer votre situation actuelle, ainsi que vos forces et faiblesses, et les possibilités et menaces
- *Concevoir des stratégies et des tactiques visant à régler les problèmes que vous découvrez
- *Fixer des échéances et attribuer des responsabilités afin que votre plan se réalise
- *Réduire les risques inhérents aux affaires en vous appuyant sur de meilleures décisions et en exploitant le potentiel de votre entreprise

b.m

Gestion de la qualité totale

La gestion de la qualité totale est une approche de gestion exigeant que tous les employés d'une entreprise travaillent ensemble pour améliorer la qualité des produits et des services de même que la satisfaction des clients. La gestion de la qualité totale s'appuie sur diverses pratiques.

*La compréhension des besoins des employés et des clients à l'aide d'entrevues, de sondages, de forums de discussion ou autres.

*La conception de produits et de services faciles à fabriquer et à utiliser, qui répondent ou dépassent les attentes des clients.

*L'utilisation d'un processus opérationnel qui anticipe les erreurs, puis les prévient ou les réduit.

*L'analyse des résultats et l'utilisation de ceux-ci pour améliorer le système.

*L'amélioration continue des produits et des services.

*L'application d'améliorations

à l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement, allant des fournisseurs de matières premières jusqu'à la distribution.

Gestion du rendement

La gestion du rendement est un processus de dialogue continu en personne entre un employé et un gestionnaire sur la qualité du travail de l'employé. Il s'agit d'un outil puissant pour mobiliser les employés et lier leur rendement aux objectifs organisationnels afin que tous se concentrent au succès de l'entreprise. Voici quelques-uns des nombreux facteurs qui contribuent à un rendement individuel efficace:

*Une description de tâche claire et des objectifs décrivant ce que l'on attend d'un employé.

*Un processus efficace aidant les employés à atteindre leurs cibles et leurs objectifs.

*Un système de suivi et de rétroaction permettant aux em-



ployés de comprendre leur rendement.

*Des programmes actifs de récompenses et de reconnaissance permettant aux employés d'être fiers de leurs succès.

*Des programmes de formation aidant les employés à acquérir des compétences fondamentales.

*De l'encadrement pour aider les employés à s'améliorer continuellement.

Le rendement des employés est influencé par l'environnement de travail d'une entreprise, lequel est déterminé par des éléments formels (tels les énoncés de vision et de mission) ainsi que par des facteurs informels

(comme le fonctionnement du lieu de travail au quotidien). Ces facteurs réunis informent l'employé sur ce qui importe le plus aux gestionnaires. Un environnement de travail positif facilite l'atteinte des objectifs personnels des employés.

K.A

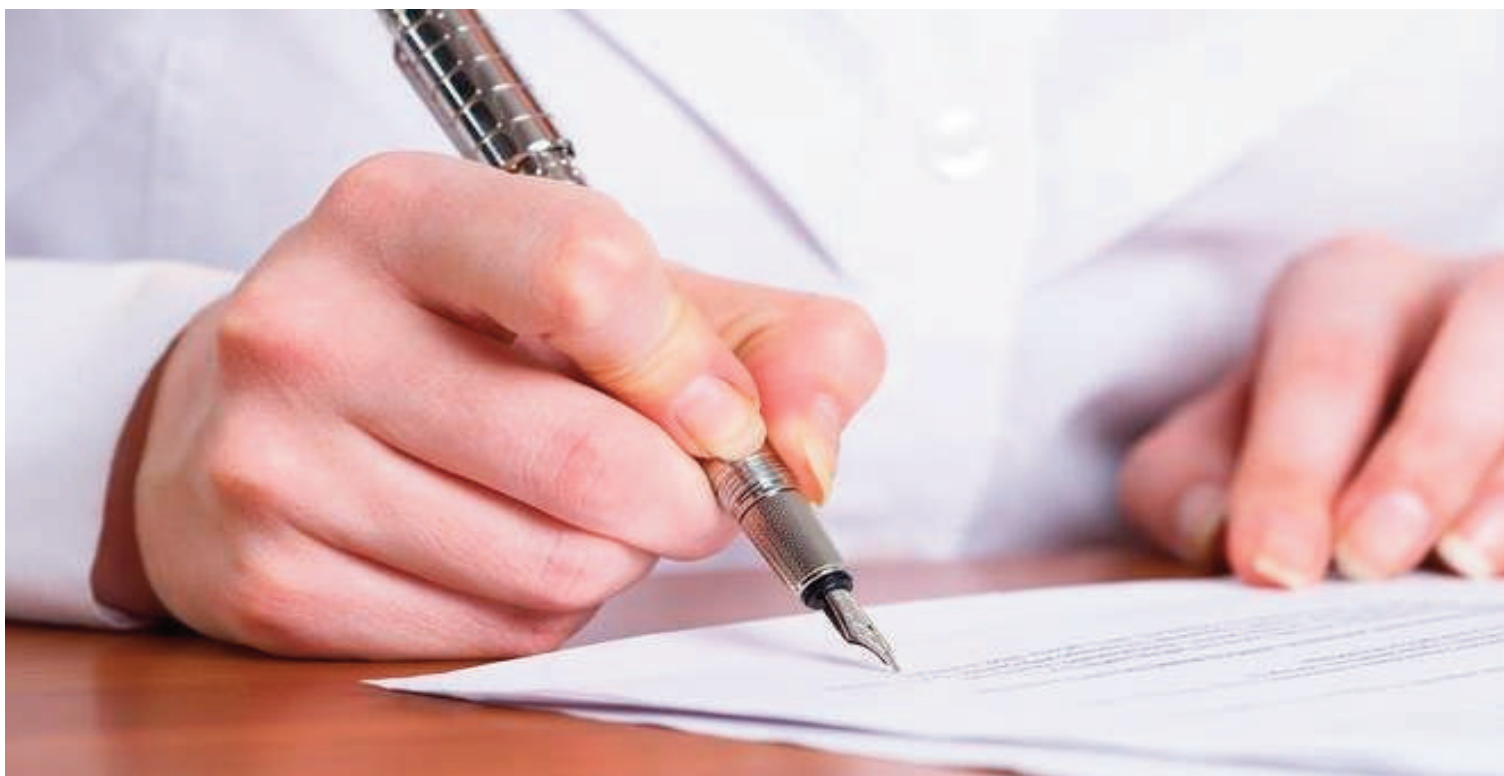
Conseils pour rédiger une lettre d'accompagnement exceptionnelle

Les gens déploient beaucoup d'efforts pour rédiger leurs curriculum vitæ, car ils peuvent souvent les réutiliser. Mais qu'en est-il de l'autre document requis lorsque vous soumettez votre demande d'emploi? Vous savez de quoi je parle : la lettre d'accompagnement.

Cette lettre est plus importante que vous pourriez le penser. Les recruteurs et les responsables du recrutement l'utilisent pour obtenir des renseignements précis et des indices sur votre rendement. Une lettre d'accompagnement bien rédigée ne fait pas qu'établir des parallèles entre l'expérience d'un candidat et les exigences du poste; elle démontre également son enthousiasme, ainsi que ses compétences de communication et de rédaction professionnelle. Vous vous sentez dépassé? Pas de panique! Voici les cinq meilleurs conseils pour rédiger une lettre d'accompagnement qui vous permettra de vous faire remarquer à coup sûr :

1-Veuillez à ce qu'elle soit unique : vous devez rédiger une lettre d'accompagnement distincte pour chaque poste auquel vous postulez. Chaque emploi nécessite de l'expérience ou des compétences différentes, et vous devez adapter votre lettre d'accompagnement en conséquence. Le corps du texte de votre lettre ne peut pas être réutilisé à chaque soumission.

2-Développez (mais pas trop) :
une lettre d'accompagnement
n'est pas un résumé mot à mot
de votre curriculum vitæ. Une
bonne lettre met en lumière les
principaux points de votre curriculum
vitæ (tenez compte du



poste auquel vous postulez) et fournit des renseignements qui soutiennent les compétences que vous avez indiquées. Elle vous permet de commenter vos réalisations et d'expliquer comment vous avez réussi cette présentation d'affaires ou géré ce déploiement. Donnez des exemples et du contexte, mais n'exagérez pas! Votre lettre d'accompagnement doit être intéressante, simple et concise.

3-Ne soyez pas timide : une lettre d'accompagnement est un document parfait pour vanter vos compétences et vos réussites. C'est l'occasion pour vous de briller. Faites-le!

4-Soyez honnête : si un poste re-

quiert de l'expérience avec un logiciel ou une méthodologie que vous ne connaissez pas parfaitement, n'essayez pas de le cacher. Tirez plutôt parti de votre lacune et utilisez votre lettre d'accompagnement pour expliquer pourquoi elle ne sera pas un obstacle à votre réussite. Préparez votre plan de match et votre honnêteté sera récompensée.

5-Remplacez professionnel :
n'oubliez pas que la lettre d'accompagnement est le premier document que vous présentez à votre prochain patron. Donnez le meilleur de vous-même; vous devriez être fier du « travail » que vous envovez.

Une bonne lettre d'accompagne-

ment fournit à l'équipe responsable du recrutement un aperçu équilibré et honnête de vos compétences, de votre expérience et de vos aptitudes pour le poste. Suivez ces cinq conseils et vous pourrez cliquer sur le bouton « Soumettre » en toute confiance.

Marque de commerce

Une marque de commerce consiste en un ou plusieurs mots, sons ou dessins utilisés pour distinguer les produits ou services d'une entreprise. Il s'agit d'un actif important et précieux, car au fil du temps, une marque de commerce peut représenter non seulement les produits ou services de l'entreprise, mais aussi sa marque, son fonds commer-

cial et sa réputation.

On peut séparer les marques de commerce en trois catégories:

- la marque ordinaire, soit les mots, les sons ou les dessins utilisés pour distinguer les produits ou les services d'une entreprise;
- la marque de certification pou-

vant être accordée à de nombreuses personnes ou entreprises pour montrer que certains produits ou services répondent à une norme définie;

-le signe distinctif, soit la forme d'un produit ou de son contenant, ou une façon de l'emballer ou de le conditionner pour indiquer qu'il a été fabriqué par une entreprise bien précise.

b.m

Marché cible



Le marché cible d'une entreprise constitue l'ensemble des clients qu'elle choisit de servir parmi les clients potentiels d'une région donnée. Les entreprises exploitant leurs activités dans plus d'une région ou d'un secteur comptent généralement plusieurs marchés cibles. La sélection de ses marchés cibles permet à l'entreprise de se concentrer sur les occasions qui présentent les meilleures chances de succès et de rentabilité. Cet aspect importe, car aucune entreprise ne peut plaire à tout le monde. Le processus de sélection des marchés cibles se nomme la segmentation. La combinaison des produits, des prix, des places et de la promotion qu'utilise l'entreprise pour atteindre ses objectifs constitue son marketing mix. La segmentation et la sélection du marketing mix adéquat exigent des études de marché, lesquelles fournissent de l'information sur les besoins et les habitudes des clients ainsi que leur sensibilité au prix.

s.i

Objectifs personnels



Les objectifs personnels font référence aux objectifs propres à l'emploi de chaque employé. Ils sont importants, car ils communiquent aux employés ce qui est important et ce que l'on attend d'eux.

Les gestionnaires établissent généralement entre cinq et sept objectifs par employé incluant des objectifs orientés sur les activités (par exemple, le nombre d'appels par semaine) et des mesures de résultats (telles les ventes conclues

en dollars). Les gestionnaires peuvent ajouter aux objectifs individuels d'autres objectifs conçus pour maximiser les efforts de l'équipe. Le but est d'atteindre une quantité et une qualité d'effort entre les employés et l'équipe. On peut sélectionner une multitude de catégories mesurables: objectifs difficiles c. faciles; financiers c. non financiers; actionnaire, client, communauté, équipe; etc.

Voici un exemple d'objectifs heb-

domadaires pour un planificateur financier qui vend une vaste gamme de produits de placement aux consommateurs. L'objectif est d'inciter les clients existants à transférer de nouveaux fonds détenus auprès d'autres firmes de placement à celle du planificateur. L'activité ayant la plus grande incidence est la rencontre en personne et le processus déterminant est l'exercice de planification financière.

s.i

Le réchauffement climatique Mythe ou réalité ?

Comme de nombreux problèmes sociaux et scientifiques, le réchauffement climatique a été dès le départ l'objet de polémiques. Certains scientifiques et commentateurs ont remis en cause le réchauffement climatique. On les appelle les climato-sceptiques. Plusieurs arguments sont invoqués, par exemple :

« Le réchauffement climatique n'existe pas, c'est un mensonge »

Cet argument souvent utilisé par des sceptiques voudrait que le réchauffement climatique soit un mensonge, inventé par les Etats, ou les élites mondiales et les médias. Aucune preuve ou explication n'a pu être apportée pour étayer cet argument.

« Le réchauffement climatique est naturel, ce n'est pas grave »

Cet argument est souvent avancé par des scientifiques climato-sceptiques pour remettre en cause l'attention médiatique dont bénéficie le réchauffement climatique. Leur idée est que le changement climatique est un phénomène naturel, normal et cyclique, et qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter. Les travaux de Keeling ou Revelle, puis les travaux du GIEC et des centaines de travaux indépendants plus récents ont prouvé que cet argument était faux, et que le réchauffement climatique était bel et bien un phénomène d'origine humaine et qu'il était dangereux sur le plan des écosystèmes et des sociétés.

Qu'est-ce que le réchauffement climatique ? Quelle est sa définition scientifique ? Quelle sont les causes du réchauffement climatique et ses conséquences ?

Définitions du réchauffement climatique Définition simple du réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un phénomène global de transformation du climat caractérisé par une augmentation générale des températures moyennes (notamment liée aux activités humaines), et qui modifie



durablement les équilibres météorologiques et les écosystèmes. Lorsque l'on parle du réchauffement climatique aujourd'hui, il s'agit du phénomène d'augmentation des températures qui se produit sur Terre depuis 100 à 150 ans. Depuis le début de la Révolution Industrielle, les températures moyennes sur terre ont en effet augmenté plus ou moins régulièrement. En 2016, la température moyenne sur la planète terre était environ 1 à 1,5 degrés au-dessus des températures moyennes de l'ère pré-industrielle (avant 1850).

Définition scientifique du réchauffement climatique

De façon plus précise, lorsque l'on parle du réchauffement climatique, on parle de l'augmentation des températures liées à l'activité industrielle et notamment à l'effet de serre : on parle donc parfois du réchauffement climatique dit « d'origine anthropique » (d'origine humaine). Il s'agit donc d'une forme de réchauffement climatique dont les causes ne sont pas naturelles mais économiques et industrielles. De nombreux scienti-

fiques étudient ce phénomène et tentent de comprendre comment les activités des sociétés humaines provoquent ce réchauffement. Ces scientifiques sont regroupés au sein du GIEC (Groupe International d'Experts sur le Climat), et ils publient régulièrement des rapports étudiant l'évolution du réchauffement climatique.

Histoire de la science du réchauffement climatique

*Premières découvertes de l'effet de serre et définition du réchauffement climatique

Les premières suppositions sur l'effet de serre sont faites par le scientifique Jacques Fourier en 1824. Plusieurs scientifiques après lui vont étudier et tenter de quantifier le phénomène, comme Claude Pouillet et John Tyndall. Mais la première expérience de validation et de quantification précise de l'effet de serre est faite par le scientifique Svante Arrhenius à la fin du XIX^{ème} siècle. Dans les années 1890, il découvre qu'un air riche en gaz carbonique retient plus la chaleur des rayonnements solaires, ce qui conduit à une augmentation de la

température de l'air. Il en conclut que si l'on rejette dans l'atmosphère de grandes quantités de carbone (à cause des activités industrielles fonctionnant par la combustion du charbon), l'air va se charger en CO₂ et retenir plus de chaleur. Les premières estimations de l'augmentation des températures faites par Arrhenius ou d'autres scientifiques de l'époque comme le géologue Thomas Chamberlin sont les suivantes : si l'on double la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, la température moyenne augmentera de 5 degrés. En 1901, Gustaf Ekholm utilise pour la première fois le terme « effet de serre » pour décrire le phénomène. Pendant plusieurs décennies ces découvertes ne sont pas prises au sérieux dans la communauté scientifique. À l'époque beaucoup de spécialistes estiment que la nature pouvait s'auto-réguler et que l'impact de l'homme était minime. Notamment, beaucoup de scientifiques pensaient que le surplus de CO₂ serait de toute façon absorbé par l'océan, ce qui est vrai, mais pas totalement. Toutefois, la thèse de la possibi-

lité d'un réchauffement climatique lié aux gaz à effet de serre (dont le gaz carbonique) finit par être validée dans les années 1940 par Gilbert Plass. À l'aide des technologies modernes, il prouve de façon définitive que la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère influe sur la capacité de l'air à retenir les rayons infrarouges et la chaleur. Ce sont les premières définitions du réchauffement climatique.

*La prise de conscience du réchauffement climatique

Dans les années 60, plusieurs scientifiques vont montrer que les présomptions sur l'effet de serre s'avèrent en fait réelles. Charles David Keeling prouve par exemple que la concentration de CO₂ dans l'atmosphère augmente progressivement grâce à ses mesures près de Hawaï. Roger Revelle prouva que le carbone dégagé par la combustion d'énergie fossiles n'était pas immédiatement absorbé par l'océan. Les scientifiques commencent à se préoccuper de plus en plus du réchauffement climatique, et de ce fait, la société politique va commencer à prendre en compte ce problème. En 1971 le premier Sommet de la Terre évoque pour la première fois dans une grande conférence internationale la définition du réchauffement climatique et ses conséquences. En 1972, John Sawyer publie un rapport scientifique mettant en évidence de façon de plus en plus claire les liens entre le réchauffement climatique et l'effet de serre. Pendant encore plus d'une décennie, les preuves du réchauffement climatique s'accumulent dans la communauté scientifique au point qu'au milieu des années 1980, les 7 plus grandes puissances économiques mondiales (le G7) demandent à l'ONU de créer un groupe d'experts chargés d'étudier la question. C'est la première fois qu'il y a une vraie prise en compte et une vraie définition du réchauffement climatique comme problème public par les institutions internationales.





*Les premiers rapports du GIEC sur le réchauffement climatique

Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) est créé en 1988 avec pour objectif d'étudier l'évolution du phénomène de réchauffement climatique et ses conséquences. Il rassemble des centaines de scientifiques, climatologues, géologues, océanographes, biologistes, mais aussi des économistes, sociologues, ou ingénieurs et d'autres spécialistes de divers domaines afin d'avoir une vision globale de ce phénomène.

Le GIEC est structuré en trois groupes de travail :

1-le premier afin d'étudier le changement climatique en tant que phénomène : le processus, son ampleur ;

2-le second spécialisé sur les conséquences du réchauffement climatique, la vulnérabilité des écosystèmes et des sociétés et l'adaptation au réchauffement climatique ;

3- enfin le dernier groupe est chargé d'étudier la question de la lutte contre le réchauffement climatique.

Le GIEC rend son premier rapport en 1990, puis plusieurs autres périodiquement jusqu'à son dernier rapport en 2014. Dans ces rapports, la communauté scientifique du GIEC analyse les causes du réchauffement climatique, et son impact sur l'écosystème et sur la société, en élaborant des modèles prédictifs. À partir de ces modèles et de ces prévisions, les pouvoirs publics et les entreprises peuvent mettre en place des stratégies pour lutter contre le réchauffement climatique ou pour mieux s'y adapter.

Les causes du réchauffement climatique

Les modèles du GIEC ont permis d'établir les causes du réchauffement climatique, c'est-à-dire de savoir d'où provient ce réchauffement climatique, ce qui le provoque. Grâce aux scientifiques, on sait que ce sont principalement les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine qui influencent le climat et le réchauffement climatique. Mais d'où viennent ces émissions ? Principalement, c'est la production d'énergie (électricité, chauffage) et de carburant pour les transports (principalement les voitures, mais aussi en partie l'aviation ou le transport maritime) qui causent le réchauffement climatique. Ensuite arrivent la gestion des territoires et notamment la déforestation, l'agriculture mais aussi l'élevage.

Les conséquences du réchauffement climatique

Grâce aux travaux du GIEC et des autres scientifiques qui travaillent sur la définition du réchauffement climatique, on comprend désormais mieux les conséquences de ce phénomène sur notre vie. Dans l'esprit de beaucoup, le réchauffement climatique est un problème relativement lointain qui implique simplement qu'il va faire plus chaud. Mais en fait, les conséquences sont beaucoup plus profondes.

*Conséquences du réchauffement climatique sur l'écosystème et la planète

D'abord, une augmentation des températures à cause du réchauffement climatique affecte l'ensemble de l'écosystème mondial et pas seulement la chaleur ressentie. La météo s'en trouve perturbée, avec une augmentation des phénomènes météorolo-

giques extrêmes, des changements des modèles météorologiques habituels. Cela veut dire plus de tempêtes, plus d'inondations, plus de cyclones et de sécheresses. La capacité de régulation des océans est aussi affectée par une augmentation des températures. Si les températures globales augmentent de façon très importante, il y aura donc augmentation des niveaux des océans, mais aussi une acidification et une désoxygénation des zones océaniques. En outre, une acidification des océans trop prononcée pourrait limiter la capacité des mers de la planète à produire de l'oxygène et à stocker le CO₂, et donc augmenter encore le réchauffement climatique. Mais cela peut aussi affecter des zones de forêts et les écosystèmes fragiles (barrière de corail, forêt amazonienne) ainsi que la biodiversité (les coraux, certains insectes et même des mammifères pourraient ne pas survivre).

*Conséquences du réchauffement climatique sur la société et l'économie

Sur la société et l'économie, le réchauffement climatique peut avoir potentiellement plusieurs conséquences : la capacité des sociétés à s'adapter à un nouveau climat, à adapter leurs infrastructures, notamment médicales, mais aussi leurs bâtiments. Le réchauffement climatique aura aussi des conséquences sur la santé publique, la capacité alimentaire des pays...

*Conséquences du réchauffement climatique sur les entreprises

Enfin, les entreprises risquent également d'être affectées par le changement et le réchauffement climatique. En effet, dans un

contexte où le climat change, il est plus difficile d'adapter ses activités. Les entreprises se préoccupent plus du changement climatique qu'il y a 30 ans. Toutefois, les efforts mis en œuvre par le secteur privé pour lutter sont encore loin d'être suffisants pour réduire vraiment le réchauffement.

Comment lutter contre le réchauffement climatique

Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut avant tout réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, le premier moyen est de se tourner vers les énergies renouvelables et d'éviter les énergies fossiles. Mais il faut aussi réduire sa consommation énergétique, éviter le gaspillage alimentaire, mieux se nourrir en évitant les produits qui ont une trop grosse empreinte carbone, optimiser l'utilisation des ressources... En résumé, il faut adapter notre mode de vie à la notion de résilience et de développement durable. Il faut aussi transformer nos sociétés pour aller vers un modèle industriel et une mondialisation qui prenne en compte l'écologie.

L'origine humaine du réchauffement climatique : les gaz à effet de serre

Certains scientifiques remettent également en cause l'origine humaine du réchauffement climatique, en expliquant que le CO₂ rejeté dans l'atmosphère par les activités humaines n'affecte pas réellement le climat et l'écosystème. Ils avancent que ces gaz sont soit régulés par les écosystèmes, soit qu'il n'est pas rejeté en quantités suffisantes pour avoir un impact, ou encore que d'autres gaz (comme la vapeur d'eau) ont un impact plus important sur le réchauffement clima-

tique que le CO₂ industriel. Bien que toutes ces positions soient en partie vraies, elles ne remettent pas en cause l'origine humaine du réchauffement climatique. Ainsi, le CO₂ est bien absorbé en partie par l'océan et par les plantes, mais pas suffisamment rapidement pour être régulé, par exemple.

On ne sait pas vraiment comment fonctionne le climat et donc le réchauffement climatique

D'autres climato-sceptiques avancent que la science climatique étant très complexe et constituée très nombreux facteurs, il est difficile voire impossible de prévoir les conséquences d'un événement comme l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. Ces critiques remettent donc en cause la fiabilité des modèles du GIEC et donc leurs prédictions, selon des degrés variables. Bien qu'il soit vrai que la climatologie est une science complexe, les prévisions faites jusque-là sur l'augmentation des températures et les conséquences météorologiques du réchauffement climatique sont avérées plutôt proches de la réalité.

Le consensus scientifique sur le réchauffement climatique

Au final, l'écrasante majorité des scientifiques mondiaux dans tous les domaines concernés s'accordent sur les causes du réchauffement climatique et sur la plupart de ses conséquences sur les écosystèmes et sur la société. Il n'y a donc pas de doute sur le plan scientifique sur l'existence du réchauffement climatique. Reste à savoir ce que l'on souhaite faire sur le plan politique et social de cette définition du réchauffement climatique.

Oran, autrefois terre d'asile pour les Espagnols fuyant le régime franquiste

Des conférenciers composés pour la plus part de fils ou de petits fils de réfugiés espagnols à Oran participant au séminaire sur "L'exil républicain espagnol en Algérie" ont remis au goût du jour l'histoire, parfois troublante, de leurs aïeux, contraints à l'exil vers Oran, terre qualifiée d'hospitalière en dépit du régime colonial auquel elle était soumise. Le rôle d'Oran comme terre d'asile pour les réfugiés républicains espagnols, leur accueil par les populations oranaises et leurs conditions de vie déplorables dans les camps d'internement improvisés par l'administration de l'époque, ont été les points phares développés par les conférenciers. Eliane Ortega, fille et petite fille de réfugiés a parlé dans son intervention des "lieux de mémoire de l'exil espagnol à Oran en 1939" a énuméré les différentes raisons qui ont conduit les républicains espagnols, vaincus par les "franquistes", à se réfugier à Oran. La conférencière a indiqué que parmi les raisons ayant favorisé le choix d'Oran comme terre d'accueil est la "présence espagnole à Oran depuis des siècles et ses traces", non seulement sur le plan des constructions, mais

aussi sur certaines traditions, culinaires notamment, ainsi que la présence de la langue espagnole dans le parler des oranais, entre autres. "La fin de la guerre civile espagnole et la défaite des républicains a été la raison principale de l'exil, qui a poussé de nombreux espagnols vers les côtes de l'Afrique du Nord", a-t-elle dit. Selon ses propos, "entre 12.000 et 20.000 espagnols se sont exilés en Afrique du Nord et ont fait le déplacement par bateau" et "de nombreux réfugiés ont également rallié Oran par avion". "A l'arrivée massive des espagnols en mars 1939, il y avait beaucoup d'improvisation de la part des français, notamment en ce qui concerne les structures d'accueil qui étaient, en réalité, des camps d'internement ou des camps de concentration, mal gérés où les conditions de vie étaient exécrables", soutient-elle au passage. Selon Eliane Ortega, il y avait plusieurs camps d'internement, notamment l'ancienne prison civile, les caves des "frères Gay", le Ravin Blanc (port), le fort de Mers El-Kébir, le camp de vacances d'Aïn El-Turck, ainsi que des bateaux prisons dans la rade d'Oran, ajoutant que de nombreux autres camps se trouvaient dans différentes autres

régions d'Algérie. Pour sa part, Yenia Camacho Samper, fille d'exilés, a parlé de "l'Algérie dans la mémoire de l'exil communiste espagnol", décrivant les conditions de vie de ces activistes communistes, les exactions des français, ainsi que leur combat au sein des structures d'internement, leurs tentatives d'évasion, réussies ou échouées, ainsi que leurs actions au sein de la population locale. La conférencière a aussi évoqué la solidarité des oranais envers les réfugiés, qui les ont aidés moralement et matériellement lors de leur arrivée à Oran et dans leur combat de tous les jours contre l'administration coloniale et contre la discrimination exercée contre eux. Concernant ces réfugiés, Yenia Camacho Samper a indiqué qu'il s'agissait des agriculteurs, des ouvriers, voire des juges et même un ministre, se sont réfugiés à Oran après la défaite des républicains. Pour sa part, Gerardo Bernabéu, également exilé et fils d'exilés, s'est attardé sur les conditions de vie des espagnols qui n'étaient pas internés et "les difficultés de trouver du travail à Oran en raison de la discrimination des français envers les espagnols, car ils n'avaient pas la nationalité française". Il est a



noté que durant les deux jours du séminaire, une exposition relatant les différentes étapes de l'émigration et de l'exil des espagnols à Oran, depuis plusieurs siècles, a eu lieu à la médiathèque d'Oran (ex-Cathédrale). Selon l'Institut Cervantès, l'objectif de cette manifestation est de "rendre hommage à tous ceux que La Retirada (La Retraite) de 1939 a représenté pour les exilés républicains espagnols, ainsi que pour les pays qui les ont accueillis, notamment l'Algérie, qui était alors sous occupation française. La rencontre commémo-

orative est organisée par l'ambassade d'Espagne en Algérie et les Instituts Cervantès d'Alger et d'Oran, en collaboration avec le ministère de la Justice d'Espagne et les ministères algériens de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Culture et l'assemblée populaire communale d'Oran. Le séminaire de deux jours a été marqué par la présence de l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Morane Fernando, et l'ambassadeur du Mexique en Algérie, Juan José Gonzalès.

Benadel M /Ag

Clôture du festival de la poésie féminine : Appel à la création d'une anthologie de poésie maghrébine



Les participants à la 11ème édition du Festival culturel national de poésie féminine ont préconisé au terme de leurs travaux mardi à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine la création d'une anthologie de poésie féminine maghrébine et la mise en place d'ateliers d'écriture poétique et littéraire. Les présents ont également ont appelé, à l'issue de cette édition, à éditer les œuvres primées du festival et à internationaliser cette manifestation. Le rideau est tombé sur cette 11e édition du festival culturel national de poésie féminine dans un climat convivial combinant musique et poésie au grand bonheur du nombreux public ayant fait le déplacement. A l'instar des précédentes éditions du festival national de poésie féminine, la clôture de ce 11e acte s'est voulue festive à souhait sous l'impulsion du chanteur Djamil Bey et de son orchestre qui ont revisité des classiques de la chanson algérienne sur des rythmes entraînant aux influences variées. Des récitals poétiques ont été donnés par les poétesses Sofia Menghour et la palestinienne Ala El Qatraoui pour déclamer l'amour inconditionnel de la Mère et le soutien indéfectible de l'Algérie à la cause palestinienne, avant d'être honorées par le commissariat du festival. La commissaire du festival, Amira Delliou, a remercié, dans une allocution prononcée à cette occasion, les poétesses qui ont participé à cette manifestation, ainsi que "toutes celles et ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce rendez-vous, poétique, culturel, mais également touristique". Ouverte samedi dernier, la 11e édition du festival national de poésie féminine a enregistré la participation de plus d'une quarantaine de poétesses venues de tout le pays et de de Tunisie, du Maroc, d'Egypte, du Liban, du Soudan, de Palestine et des Emirats arabes unis. En plus des récitals poétiques, des concerts et des conférences programmés au café culturel "Halima Touati" du palais de la culture Malek Haddad, les invités de cette édition ont bénéficié d'une sortie touristique au site antique de Tiddis. Il est à noter que plusieurs journalistes locaux ont été honorés par le commissariat du festival lors de cette cérémonie de clôture coïncidant avec la célébration de la Journée nationale de la presse.

Création de la fondation chahid Zighoud Youcef Skikda abrite les réunions consultatives préalables



Des réunions consultatives préalables à la création de la fondation "chahid Zighoud Youcef" du Nord constantinois, ont été lancées mardi, au musée du moudjahid "colonel Ali Kafi" de la wilaya de Skikda en présence de la fille unique du martyr, Chama Zighoud, de moudjahidine parmi ses compagnons de lutte ainsi que des professeurs d'histoire. A ce propos, Fatah Hamouche, directeur de ce même musée, a précisé que ces réunions consultatives, visant à créer la fondation Zighoud Youcef du Nord constantinois, interviennent à la demande de la famille du martyr, plus précisément sa fille Chama, ajoutant que cette question avait été soumise au ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni qui a donné son consentement à cet égard, lors de sa visite à Skikda début octobre. De son côté, Dr. Ahcène Tlilani, écrivain, chercheur en histoire et professeur à l'université, a souligné, que cette rencontre est consacrée à l'organisation de réunions consultatives en vue de l'élaboration d'une feuille de route pour mettre sur pied cette fondation qui devrait lever le voile sur de nombreux faits et erreurs concernant la révolution de libération qu'elles soient intentionnelles ou pas. Il a également fait savoir que cette fondation procédera à des recherches et des études concernant le parcours du martyr Zighoud Youcef, l'histoire du mouvement national et la révolution de libération dans le Nord constantinois, dont le chahid Zighoud Youcef fut l'un des principaux artisans des événements de l'époque, leurs aspects et leurs gloires, à l'instar du plan savamment élaboré des attaques du 20 août 1955 et sa participation active au congrès de la Soummam. "Cette entité

contribuera également à enregistrer les événements et les victoires importantes inhérents aux parcours militant du commandant de la wilaya II historique pour les transmettre aux jeunes générations en vue de préserver la mémoire nationale", a ajouté M. Tlilani. Cette fondation historique ouvrera, a-t-il indiqué en outre, à valoriser le parcours des grands héros de la révolution ayant accompagné le chahid Zighoud Youcef dans sa lutte pour l'indépendance, tels que les chouchada Didouche Mourad et Messaoud Boudjriou, les moudjahidine Lakhdar Bentoulal, Amar Benaouda, Salah Boubnider et Ali Kafi notamment, ce qui conférera à la fondation une dimension nationale à travers la création d'antennes dans toutes les wilayas du Nord constantinois, à savoir Constantine, Mila, Jijel, Skikda, Guelma et Annaba. Ces antennes, composées de compétences scientifiques, vont collecter, enregistrer, rechercher et étudier l'histoire du martyr Zighoud Youcef et les grandes figures l'ayant côtoyé et joué un rôle actif durant son parcours militant. Pour les initiateurs de cette fondation, il s'agit de faire de cette fondation un espace regroupant des personnalités historiques, les membres de la famille révolutionnaire et tous les fidèles à Zighoud Youcef et ses compagnons, entre martyrs et moudjahidine, afin de créer un lieu historique et culturel visant à préserver la mémoire nationale et transmettre fidèlement, aux jeunes générations, le véritable message des chouchada autour duquel tout le monde devrait se rassembler, ont convenu de concert les participants à la rencontre.

Programmation du championnat
Et vogue la galère !

La report à une date ultérieure du match de la Supercoupe entre l'USMA et le CRB, prévu initialement pour le 2 novembre prochain au stade du 5-Juillet, témoigne de la difficulté à laquelle est confrontée la Ligue pour établir un calendrier cohérent. On continue au niveau de la programmation à naviguer à vue et à subir les impondérables parfois indépendants de la volonté de ses dirigeants. C'est un film que l'on a déjà vu et revu et qui revient inlassablement pour nous rappeler les affres d'une gestion chaotique à l'emporte-pièce. Une sorte de malédiction à laquelle est condamné notre championnat depuis des lustres. On a beau changer les décideurs, on retombe dans les mêmes erreurs, car le bricolage érigé en système a la peau dure. Cette semaine au niveau de la LNF, on s'est réuni solennellement pour programmer les dates... des deux prochaines journées. On ne pouvait pas se projeter au-delà, car cela relève de la prouesse. Et dire que la FAF a décidé d'élever le nombre des pensionnaires de la Ligue 1 à 18 dès la saison prochaine, au

lieu des 16 actuellement. On est en plein délire. On a toutes les peines du monde à boucler un championnat avec 16 clubs comment va-t-on faire alors avec 18 ? L'on se demande s'il y a un pilote dans l'avion. C'est franchement une fuite en avant et l'on se dirige droit dans le mur. Cette manière anarchique d'administrer les affaires du football où l'improvisation le dispute à l'incompétence, nous interpelle en tant qu'observateurs sur cette situation endémique qui freine la progression de la discipline intra muros. Il ne faut pas s'étonner dès lors si la sélection des locaux se fasse sortir sans gloire des éliminatoires du CHAN. Pour revenir à la rencontre de la Supercoupe reportée sine die, il faut savoir que les dirigeants de la LNF savaient pertinemment et à l'avance qu'à cette date était programmé sur le même stade, le match de la Coupe de la CAF du PAC. Cela témoigne encore une fois de la légèreté et du laisser-aller avec lesquels est gérée la compétition. Ce n'est pas nouveau. C'est là où le bât blesse. Des rumeurs persistantes parlent d'une programmation qui se fait

CHAMPIONNAT D'ALGERIE LIGUE 1 MOBILIS 2019/2020									
VARIANTE 2									
1 ^{ère} Journée	USB PAC	NAHO JSK	NOM ASD	CABBA CRB	MCO USMBA	USMA ESS	JSS CSC	NACA ASAM	20 ^{ème} Journée
2 ^{ème} Journée	JSK USB	ASO NAHO	CRB NOM	USMBA CABBA	ESS MCO	CSC USMA	ASAM JSS	PAC NACA	21 ^{ème} Journée
3 ^{ème} Journée	USB ASD	NAHO CRB	NOM USMBA	CABBA ESS	MCO CSC	USMA ASAM	JSS NACA	PAC JSK	22 ^{ème} Journée
4 ^{ème} Journée	CRB USB	USMBA NAHO	ESS NOM	CSC CABBA	ASAM MCO	NACA USMA	JSS PAC	ASO JSK	23 ^{ème} Journée
5 ^{ème} Journée	USB USMBA	NAHO ESS	NOM CSC	CABBA ASAM	MCO NACA	USMA JSS	PAC ASD	JSK CRB	24 ^{ème} Journée
6 ^{ème} Journée	ESS USB	CSC NAHO	ASAM NOM	MCA CABBA	JSS MCO	USMA PAC	USMBA JSK	CRB ASD	25 ^{ème} Journée
7 ^{ème} Journée	USB CSC	NAHO ASAM	NOM MCA	CABBA JSK	MCO USMA	JSK ESS	ASO USMBA	PAC CRB	26 ^{ème} Journée
8 ^{ème} Journée	ASAM USB	NACA NAHO	JSS NOM	USMA CABBA	MCO PAC	CSC JSK	ESS ASD	USMBA CRB	27 ^{ème} Journée
9 ^{ème} Journée	USB NACA	NAHO JSS	NOM USMA	CABBA MCO	PAC USMBA	JSK ASAM	ASO CSC	CRB ESS	28 ^{ème} Journée
10 ^{ème} Journée	JSS USB	USMA NAHO	MCO NOM	CABBA PAC	NACA JSK	ASAM ASD	CSC CRB	ESS USMBA	29 ^{ème} Journée
11 ^{ème} Journée	USB USMA	NAHO MCO	NOM CABBA	PAC ESS	JSK JSS	ASO NACA	CRB ASAM	USMBA CSC	30 ^{ème} Journée
12 ^{ème} Journée	MCO USB	CABBA NAHO	NOM PAC	USMA JSK	JSS ASD	NACA CRB	ASAM USMBA	CSC ESS	31 ^{ème} Journée
13 ^{ème} Journée	USB CABBA	NAHO NOM	PAC CRB	JSK MCO	ASO USMA	CRB JSS	USMBA NACA	ESS ASD	32 ^{ème} Journée
14 ^{ème} Journée	NOM USB	NAHO PAC	CABBA JSK	MCO ASD	USMA CRB	JSS USMBA	NACA ESS	ASAM CSC	33 ^{ème} Journée
15 ^{ème} Journée	USB NAHO	JSK NOM	ASO CABBA	CRB MCO	USMBA USMA	ESS JSS	CSC NACA	PAC ASAM	34 ^{ème} Journée

en dehors de la LNF. Elle serait confiée à une personne ne faisant pas partie de l'organigramme de la Ligue. Ce qui serait encore plus grave. Au moment, où les dates de toutes les journées des championnats qui se respectent sont fixées bien avant le début de la compétition, chez nous on continue à jongler avec elles. C'est devenu même un sport na-

tional. On place une journée par-ci, une autre par-là, sans tenir compte des préalables de la haute performance. Ce qui explique quelque part la faiblesse du niveau proposé par les équipes de l'élite. Il faut savoir en effet que certaines équipes peuvent rester sans compétition pendant plus de 20 jours pour ensuite enchaîner les rencontres

à un rythme infernal pour rattraper son retard. Les causes de cette gabegie sont multiples et nombreuses. Elles reviennent chaque année sans que nos dirigeants ne trouvent la parade. Car personne ne veut vraiment prendre ses responsabilités pour secouer le cocotier.

Ali Nezlioui

USMBA

La Mekerra, pour une première à domicile

La formation de l'USM Bel Abbès est décidée à décrocher sa première victoire à domicile contre le CRB, cet après-midi au stade du 24 Février. Le début de saison a été difficile pour diverses raisons (techniques, administratives, financières...) qui ont pénalisé El Khadra. L'arrivée d'Abdelkader Yaiche à la tête de la barre technique a donné un souffle nouveau au groupe, comme l'atteste son dernier succès à l'extérieur face à l'ASO Chlef. L'USMBA reste sur deux victoires consécutives à l'extérieur. Les supporters attendent avec impatience une victoire à domicile synonyme de déclic. Le staff technique s'est trouvé confronté à gérer une longue trêve qui a quelque peu cassé l'élan de l'équipe. Le groupe est resté presque inactif depuis le 5 octobre passé, soit

trois semaines au cours desquelles l'équipe n'a pu disputer qu'un seul match amical contre un club de division inférieure. Un sérieux handicap pour la barre technique, qui continue à assurer quand bien même dans la sérénité les entraînements. Le coach Abdelkader Yaiche et son staff se sont efforcés à maintenir la concentration du groupe qui, depuis le début du championnat, n'a pas joué au grand complet. Tantôt ce furent les licences des joueurs non acquises à temps pour retard de paiement des dus à la CRL, ce qui a fait perdre à l'USMBA deux rencontres consécutives, tantôt ce furent des absences, d'autres fois à cause des blessures. Face au CRB, aujourd'hui, ce seront des retrouvailles d'anciens joueurs du club, en l'occurrence Khali, Tabti et Belahouel (ce dernier est, dit-on,



blessé) avec leur ancien club, y compris leur ancien coach Abdelkader Amrani. Les rendez-vous USMBA-CRB ont toujours été

des affiches depuis les années 60-70. Une ferveur particulière règne à Sidi Bel Abbès à l'occasion de la venue du CRB. Tout le

monde ne jure que par la victoire, la première à domicile depuis l'entame de l'exercice 2019-2020.

Ligue 2 : ASM Oran
L'entraîneur Salem
Laoufi renonce
à sa démission

L'entraîneur de l'ASM Oran Salem Laoufi, qui a -t-on annoncé sa démission samedi passé, est revenu à de meilleurs sentiments et a repris le travail mardi, a appris auprès de ce club de Ligue 2 algérienne de football. Le retour du coach oranais fait suite à l'entrevue qu'il a eue la veille avec le président du club sportif amateur (CSA), Merouane Beghor, qui a réussi à le convaincre à renoncer à sa démission, précise-t-on de même source. Salem Laoufi avait annoncé son départ à l'issue du match nul à domicile face à l'USM Annaba (1-1) samedi passé, critiquant acerbement "le comportement hostile" des supporters à son encontre et ses joueurs. Après neuf journées de compétition, l'ASMO, qui rendra visite au MO Béjaïa samedi prochain, occupe la 8e place avec 13 points, sachant que les quatre premiers accéderont en Ligue 1 la saison prochaine.

Ligue 1 (8e journée) :
Duel à distance entre les co-leaders CRB et MCA

La Ligue 1 de football reprend ses droits aujourd'hui avec le déroulement de la 8e journée, marquée par le duel à distance entre les co-leaders, le CR Belouizdad et le MC Alger. Seules équipes invaincues jusque-là depuis le début de l'exercice, le CRB et le MCA (14 pts) tenteront de préserver leur forme optimale et du coup rester en tête. Le Chabab se déplacera à l'Ouest du pays pour défier l'USM Bel-Abbès (11e, 7 pts), dont la victoire est impérative pour sortir de la zone de turbulences. Le MCA aura, lui, rendez-vous avec le derby algérois face au NA Hussein-Dey (11e, 7 pts), dans un match qui s'annonce équilibré et ouvert à tous les pronostics. Le MC Oran (3e, 10 pts), qui reste sur un carton à domicile face à l'USM Alger (4-0), aura à codeur de récidiver devant son public, à l'occasion de la réception de la lanterne rouge, le Paradou AC (4 pts). Les deux autres équipes classées conjointement à la troisième place, la JS Saoura et la JS Kabylie,

auront des missions diverses. Si la JSS partira largement favorite à Béchar face au NC Magra (8e, 8 pts), ce n'est pas le cas de la JSK qui sera certainement mise à rude épreuve en déplacement par le CS Constantine (8e, 8 pts). Le CA Bordj Bou Arréridj (6e, 9 pts), surpris à domicile lors de la précédente journée par la JS Saoura (1-2), se rendra à Alger pour affronter le champion sortant l'USMA (15e, 4 pts), confronté à une crise sans précédent qui a culminé avec le forfait dans le derby de la capitale face au MCA. Les "Rouge et Noir", sanctionnés d'une défalcation de trois points, seront contraints de sortir la tête de l'eau et renouer avec la gagne, de quoi leur permettre de quitter la zone de relégation. L'ES Sétif (11e, 7 pts), toujours sans entraîneur depuis la démission de Kheïreddine Madoui, n'aura plus droit à l'erreur lors de la réception de l'ASO Chlef (15e, 4 pts). Les Chéli-fiens, qui ont signé leur première victoire de la saison en dominant la JSK

(1-0) il y a dix jours, tenteront de confirmer leur réveil du côté des Hauts-platreaux, même si la mission des joueurs de Samir Zaoui s'avère difficile. Enfin, l'US Biskra (6e, 9 pts) sera en appel à Aïn-M'lila pour affronter l'ASAM (8e, 8 pts) avec l'objectif de rejoindre le podium et confirmer donc son dernier succès décroché à domicile face au CSC (2-1). Programme de la journée Aïn-M'lila : AS Aïn-M'lila - US Biskra (15h00) Alger (5-Juillet) : MC Alger - NA Hussein-Dey (17h00) Alger (Omar-Hamadi) : USM Alger - CABB Arréridj (17h00) Oran (Zabana) : MC Oran - Paradou AC (18h00) Sétif : ES Sétif - ASO Chlef (18h00) Sidi Bel-Abbès : USM Bel-Abbès - CR Belouizdad (18h00) Constantine : CS Constantine - JS Kabylie (18h45) Béchar : JS Saoura - NC Magra (19h00)

OL : Lopes répond à Aulas pour Thiago Mendes !

Anthony Lopes s'est exprimé au sujet de l'adaptation de Thiago Mendes à l'Olympique Lyonnais, récemment visé par le président Jean-Michel Aulas.

Alors qu'il semblait vouloir prendre du recul, Jean-Michel Aulas est revenu aux affaires. C'est bien connu, le président de l'Olympique Lyonnais n'a pas la langue dans sa poche et lorsqu'il s'est agi de juger le recrutement opéré cet été, il n'a pas été tendre avec certains joueurs... notamment Thiago Mendes. « Certains

me déçoivent. La saison dernière, ils étaient les meilleurs dans leurs clubs. Aujourd'hui, ils sont l'ombre d'eux-mêmes » a-t-il déclaré, au sujet du milieu arrivé à l'OL en provenance du LOSC. « Thiago Mendes il y a peut-être des raisons que je ne connais pas ou que je ne veux pas prendre en compte, mais lui comme d'autres doivent complètement s'assumer et se reprendre ».

« Thiago Mendes est totalement investi »

En conférence de presse ce

mardi, Anthony Lopes a tenu à défendre Thiago Mendes face aux critiques dont il a pu faire l'objet récemment. « Son intégration est très bonne, après je pense qu'on connaît tous des difficultés sur le terrain, sinon on serait plus haut au classement » a expliqué le gardien de but de l'Olympique Lyonnais. « Mais c'est un garçon qui travaille énormément, qui est totalement investi. Je suis sûr qu'il va trouver les moyens pour être au top de sa forme. Il connaît bien le foot français ».



Real Madrid : Zidane prêt à prendre une grande décision avec Courtois ?



Actuellement, les temps sont durs pour Thibaut Courtois au Real Madrid. Et son avenir au sein de la Casa Blanca pourrait bien en pâtir. Considéré comme l'un des meilleurs gardiens du monde, Thibaut Courtois est actuellement très loin de ce statut au Real Madrid. En effet, depuis son arrivée chez les Merengue, le Belge peine à être décisif, ce qui lui vaut d'énormes critiques et de nombreuses remises en question. L'avenir de Courtois ne tiendrait donc qu'à un fil au Real Madrid et tout pour-

rait bien être entre les mains de Zinedine Zidane.

Courtois pourrait ne pas continuer

Les critiques s'accumulent pour Thibaut Courtois et visiblement, Zinedine Zidane n'en pourrait plus du Belge. En effet, comme l'assure El Desmarque, l'entraîneur du Real Madrid perdrait patience avec son portier et cela pourrait lui coûter sa place. En effet, si Zidane venait à être toujours là en juin, Courtois pourrait alors être vendu par la Casa Blanca.

OM : Ce joueur de l'OL que Garcia voulait à Marseille...



Rudi Garcia a trouvé à l'Olympique Lyonnais un joueur qu'il aurait bien aimé avoir sous ses ordres à l'Olympique de Marseille.

Il n'a fallu que quelques mois à Rudi Garcia pour rebondir. Après un été de repos suite à son limogeage du côté de l'Olympique de Marseille, il a en effet rapidement retrouvé un banc avec l'Olympique Lyonnais. S'il n'a pas été très bien accueilli dans son nouveau club par les supporters, il y a tout de même retrouvé des joueurs qu'il connaissait bien et qu'il aurait bien aimé avoir sous ses ordres à l'OM.

« Je voulais Thiago Mendes

à Marseille, lorsque Lille a failli descendre »

En conférence de presse ce mardi, Rudi Garcia a en effet expliqué qu'il avait tout fait pour attirer Thiago Mendes à l'Olympique de Marseille lors de la saison 2017/2018, lorsque le milieu évoluait encore au LOSC. « Je le voulais à Marseille lorsque Lille a failli descendre » a déclaré le coach de l'OL. « C'était déjà le meilleur joueur de son équipe. Je me souviens avoir appelé Christophe Galtier pour parler de lui. On n'a pas pu le prendre pour plusieurs raisons, notamment financières, mais c'est un joueur que j'aime bien ».

Formule 1 : Lewis Hamilton craint toujours Valtteri Bottas !

A quelques jours du Grand Prix du Mexique, Lewis Hamilton assure qu'il ne pense pas être titré ce week-end compte tenu du niveau de Valtteri Bottas.

Ils ne sont plus que deux en course pour le titre mondial. Les pilotes Mercedes vont en effet se disputer le sacre lors des quatre dernières courses, avec tout de même un large avantage pour Lewis Hamilton qui dis-

pose de 64 points d'avance sur Valtteri Bottas. Pour être sacré dès dimanche, le Britannique doit inscrire 14 points de plus que son coéquipier. Une situation trop compliquée aux yeux du quintuple Champion du monde qui pense donc que son sixième sacre sera reporté.

« La bataille n'est pas finie, la lutte continue »

« Je ne m'attends pas à ce que le

titre soit attribué à Mexico. On va sans doute encore se battre pendant quelques courses. Mais je n'ai jamais voulu précipiter les choses. Valtteri (Bottas) a été très bon tout au long de la saison, il a été excellent au Japon, et sera sans doute très solide lors des prochaines courses. La bataille n'est pas finie, la lutte continue », confie Lewis Hamilton dans des propos rapportés par L'Équipe.



Real Madrid - Malaise : Deux soutiens de poids pour Eden Hazard ?

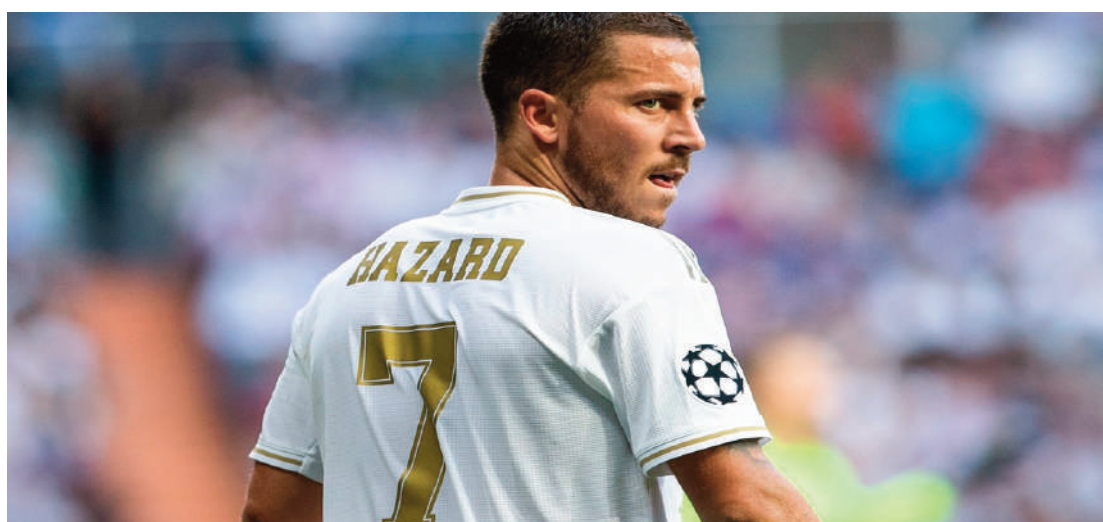
Très critiqué depuis son arrivée au Real Madrid lors du dernier mercato estival, Eden Hazard peut compter sur deux soutiens au sein du club madrilène.

En Espagne, on assure ne pas avoir encore vu le véritable Eden Hazard. L'ancien de Chelsea, recruté pour 100M€ par le Real Madrid, a d'abord été critiqué sur son poids, puis sur son physique fragile, pour finir sur ses prestations pas toujours satisfaisantes. Il faut dire qu'en six rencontres toutes compétitions confondues, le Belge n'a marqué qu'un but et délivré

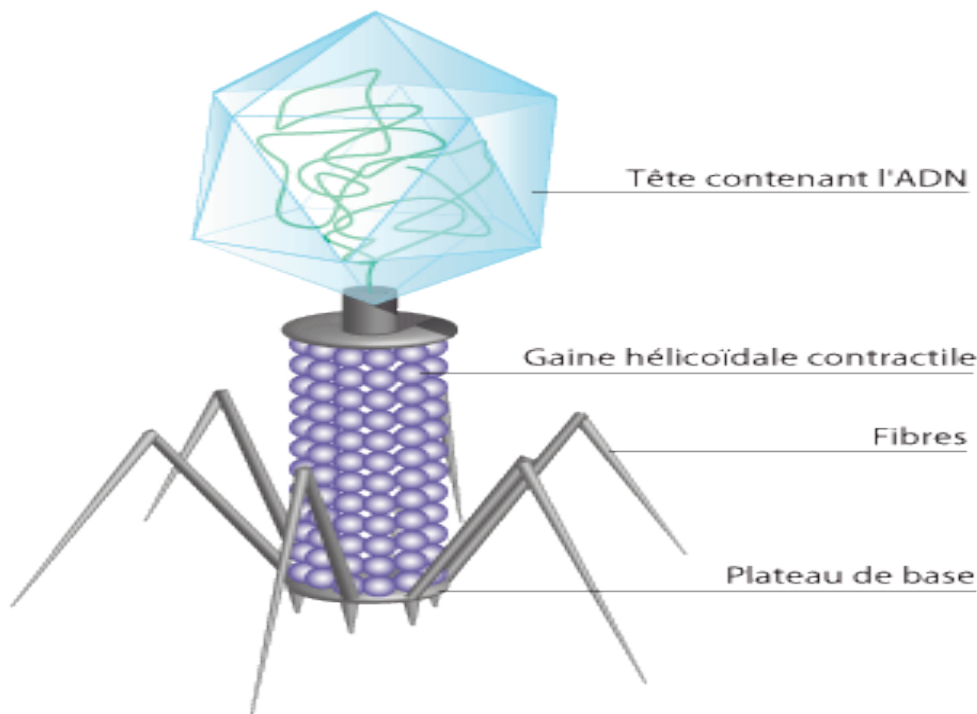
une seule passe décisive.

Zidane et Pérez croient en Hazard

En pleine tourmente, Eden Hazard est soutenu par deux figures de son club... et pas des moindres ! D'après les informations d'El Confidencial, Florentino Pérez et Zinedine Zidane n'ont aucun doute concernant la qualité de l'ancien de Chelsea. Le coach madrilène est persuadé qu'il réussira à s'adapter à son nouveau club et le président madrilène ne regrette pas les 100M€ dépensés pour lui cet été.



Bactériophage



Un bactériophage, ou phage, est un virus qui infecte des bactéries. Les phages ont été mis en évidence par le Britannique Frederick Twort en 1915 et le franco-canadien Félix d'Hérelle en 1917. À l'époque de cette découverte, il n'était pas possible de voir le bactériophage au microscope. Les chercheurs l'ont mis en évidence par le fait qu'il pouvait détruire des bactéries et qu'il traversait le filtre de Chamberland, ce qui prouvait qu'il était plus petit qu'une bactérie. Il faudra attendre le début des années 1940 pour voir ce virus au microscope électronique. Le terme de bactériophage, inventé par Félix d'Hérelle, provient du grec et signifie « mangeur de bactéries ». On distingue deux sortes de bactériophages :

*les phages lytiques, comme le phage T4, qui infectent la bactérie, détournent la machinerie cellulaire pour se reproduire et détruisent la cellule en libérant des dizaines de nouveaux phages ;

*les phages lysogènes, ou tempérés, comme le phage Lambda, qui insèrent leur ADN dans celui de la bactérie sous la forme d'un prophage, et peuvent lui conférer de nouvelles propriétés (fabrication de toxines...).

Utilisation des bactériophages en médecine et en biologie moléculaire

Les phages sont utilisés pour des expériences de biologie moléculaire, par exemple comme vecteurs de clonage. Le groupe Phage, des chercheurs rassemblés autour de Max Delbrück, est à l'origine de découvertes importantes qui ont servi de base à la biologie moléculaire. Pour ces travaux, Max Delbrück, Alfred Hershey et Salvador Luria ont obtenu le prix Nobel de physiologie ou de médecine en 1969. Comme les phages lytiques détruisent les bactéries, ils peuvent être utilisés pour lutter contre des infections bactériennes : c'est le principe de la phagothérapie. Inventée par Félix d'Hérelle à

Paris, la phagothérapie est toujours pratiquée dans certains pays de l'ancien bloc soviétique (Géorgie, Russie...). En raison des problèmes de résistance aux

antibiotiques, de plus en plus de chercheurs s'intéressent à la phagothérapie car elle apparaît comme une alternative aux antibiotiques. Les phages ont pour

avantage d'être spécifiques d'une bactérie : contrairement aux antibiotiques qui déstabilisent la flore intestinale, ils ne tuent que leur bactérie cible.

Arthrose Les infiltrations de corticoïdes, plus néfastes que prévu

Les injections de corticoïdes couramment administrées dans le traitement de l'arthrose du genou ou de la hanche pourraient ne pas être aussi sûres que prévu, selon une nouvelle étude scientifique américaine. Affections articulaires fréquentes, l'arthrose du genou et de la hanche sont souvent traitées par des injections intra-articulaires d'anti-inflammatoires, plus précisément de corticoïdes (ou corticostéroïdes). On parle d'infiltration, approche thérapeutique qui, dans le cas de l'arthrose, est privilégiée jusqu'à ce que la pose d'une prothèse devienne nécessaire. Régulièrement remise en question du fait de son efficacité relative, cette pratique thérapeutique pourrait être nocive chez certains patients, et entraîner des complications mal connues, estiment des chercheurs de la Boston University School of Medicine (BUSM) dans une nouvelle étude. Parue dans la revue *Radiology*, l'étude a été menée auprès de 459 patients ayant reçu une injection intra-articulaire de corticoïdes dans la hanche (307 injections) ou le genou (152 injections) en 2018. Grâce à l'important suivi médi-

cal de ces patients, les chercheurs ont pu constater que 8% d'entre eux ont eu des complications liées à ces infiltrations, et notamment une accélération de la progression de leur arthrose, une fracture par insuffisance sous-chondrale (c'est-à-dire du tissu osseux lisse des articulations), de l'ostéonécrose (mort de cellules osseuses) ou encore une destruction rapide des articulations avec perte osseuse. « Nous constatons à présent que ces injections peuvent être très nocives pour les articulations avec des complications graves telles que l'ostéonécrose, la fracture par insuffisance sous-chondrale et une progression rapide de l'arthrose », a déclaré Ali Guermazi, chef du service de radiologie du centre médical VA Boston Healthcare System et professeur de radiologie à la BUSM. « L'injection intra-articulaire de corticostéroïdes devrait être sérieusement discutée en termes d'avantages et d'inconvénients. Des considérations essentielles concernant les complications devraient faire partie du consentement du patient, ce qui n'est actuellement pas le cas », a-t-il ajouté.

Le stress chronique endommage notre cerveau

Un stress chronique cause à notre cerveau des dommages profonds qui peuvent être à l'origine de diverses pathologies. Mais des chercheurs pensent aujourd'hui en avoir compris le mécanisme. Et ils espèrent pouvoir ainsi développer des traitements plus efficaces. Le stress chronique est associé à diverses maladies mentales comme la dépression ou même la schizophrénie. Il semble même être un catalyseur de maladies neurodégénératives comme la maladie d'Alzheimer. Comment ? La question est épineuse. Mais des chercheurs de l'université de Daegu (Corée du Sud) pourraient avoir trouvé une réponse. De précédents travaux avaient permis de montrer que les souris stressées génèrent moins de nouveaux neurones. Pourtant, il n'avait pas pu être démontré que les cellules souches neurales s'autodétruisaient par apoptose.

Une très classique voie de mort cellulaire. Pour expliquer malgré tout la disparition observée de ces cellules dans l'hippocampe adulte, les chercheurs coréens invoquent un autre processus : l'autophagie. En principe, ce processus cellulaire est destiné à protéger les cellules des conditions défavorables par digestion et recyclage de leurs matériaux internes. Mais parfois, l'autophagie peut devenir autodestructrice. Le déclencheur de ce mécanisme serait à chercher du côté de la SGK3, la sérine/thréonine-protéine kinase 3. Une fois le gène codant pour cette protéine supprimé, les cellules souches neurales de l'hippocampe, même soumises à un stress chronique, semblent ne plus mourir. L'espoir de développer des traitements plus efficaces de troubles tels que l'anxiété, la dépression ou la démence liée au stress.

Activité physique et cancers Quelle pratique après les traitements ?

De plus en plus d'études démontrent les bénéfices de l'activité physique pour les personnes atteintes d'un cancer. Une table ronde composée de chercheurs a été organisée pour faire avancer les recommandations officielles dans ce domaine, notamment après la rémission. Outre l'actualisation des repères de pratique, les chercheurs rappellent que les médecins ont un rôle à jouer dans la mise en place d'exercices physiques adaptés à l'état clinique de chaque patient. Une activité physique est indispensable pour maintenir un bon état de santé. Des études scientifiques ont montré son apport dans la réduction des risques de maladies chroniques, notamment pendant et après un cancer. En effet, l'activité physique permet de lutter contre les séquelles liées aux traitements tels que la fatigue chronique, l'anxiété et la prise de poids et

diminue également le risque de récurrence après la maladie. Mais quel type de sport et quelle fréquence sont nécessaires pour un effet bénéfique optimal ? Un groupe d'experts dirigé par l'Université de Colombie-Britannique a élaboré de nouvelles recommandations d'exercices pour les survivants du cancer. Des recommandations qui diffèrent de celles publiées il y a 10 ans, et qui conseillaient aux survivants du cancer de se conformer aux directives générales de santé publique applicables à tous les Américains, à savoir 150 minutes de sport par semaine. Mais ces spécialistes estiment que les professionnels de la santé doivent surtout personnaliser leurs prescriptions d'exercice physique selon les caractéristiques de chaque patient. « Nous avons atteint un point où nous pouvons donner des prescriptions d'exercices en fonction de leurs capacités - fré-

quence, intensité, durée, type - pour des résultats spécifiques sur la qualité de vie, la fatigue, la douleur et autres », ajoute le Dr Kathryn Schmitz. En outre, ces nouvelles recommandations indiquent que pour tous les adultes, l'exercice physique est important pour la prévention du cancer et réduit le risque de sept types de cancer : côlon, sein, endomètre, reins, vessie, œsophage et estomac. Les spécialistes affirment par ailleurs que des études ont prouvé qu'il permet spécifiquement d'améliorer la survie après le diagnostic d'un cancer du sein, du côlon et de la prostate. « L'exercice pendant et après le traitement du cancer améliore la fatigue, l'anxiété, la dépression, la fonction physique, la qualité de vie et n'exacerbe pas le lymphœdème (gonflement provoqué par le ralentissement ou le blocage de la circulation de la lymphe) », ajoutent-ils.

Pertes de mémoire Le rôle clé du calcium

Viellir en bonne santé n'empêche pas d'expérimenter quelques pertes de mémoire. Des troubles que les chercheurs savent associés à des modifications subtiles des propriétés synaptiques dans notre cerveau. Et plus particulièrement, se révèle-t-il, à la présence de calcium dans les régions présynaptiques. Avec l'âge, nos capacités cognitives baissent. Nous perdons la mémoire et il nous est plus difficile d'apprendre de nouvelles choses. Un phénomène que l'on pourrait attribuer à une disparition progressive des cellules cérébrales. Mais il n'en est rien. Des chercheurs de l'université de Leicester (Royaume-Uni) expliquent aujourd'hui que ce vieillissement de notre cerveau serait plutôt lié au taux de calcium que l'on peut trouver dans certaines de ces cellules spécifiques. Tout semble se passer au niveau des synapses. C'est ainsi que les chercheurs nomment les connexions électrochimiques qui se créent entre nos neurones.

Celles-ci s'appuient sur des neurotransmetteurs pour former le maillage de notre réseau cérébral. Et des travaux avaient déjà été menés sur les cellules postsynaptiques qui reçoivent ces neurotransmetteurs. Cette fois, les chercheurs sont parvenus à étudier ce qu'il se passe au niveau présynaptique. Grâce à des souris qui expriment une protéine fluorescente sensible au calcium à ce niveau-là justement, ils ont pu mettre en évidence une corrélation claire entre capacités cognitives et taux de calcium intracellulaire présynaptique. Une augmentation expérimentale du taux de calcium présynaptique dans l'hippocampe de jeunes souris les a conduites à se comporter comme de vieilles souris. Et le plus surprenant, sans doute, c'est qu'à l'inverse, réduire le niveau de calcium intracellulaire permet de rajeunir les synapses de souris plus âgées. De quoi espérer développer de nouvelles pistes de traitement pour l'être humain.

Au Chili, une mobilisation contre l'héritage économique de la dictature de Pinochet

Trente ans après la fin du régime militaire, les manifestants chiliens dénoncent les réformes qui ont conduit à la libéralisation quasi complète de l'économie, en imposant notamment un système de retraite très injuste.

Après avoir vu les "pingouins" déferler dans les rues du Chili en 2011, le président Sebastian Piñera doit désormais s'habituer aux concerts de casseroles. Lors de son premier mandat (2010-2014), les étudiants, qui portaient des uniformes noirs et blancs évoquant la robe des oiseaux très nombreux sur la côte Pacifique, avaient massivement manifesté en faveur de la réforme du système éducatif, dénonçant entre autres le coût prohibitif des études supérieures. Le chef de l'État, investi en 2018 pour un nouveau mandat de quatre ans, doit cette fois faire face à une mobilisation beaucoup plus massive. L'élément déclencheur de cette vague de protestations, au cours desquelles au moins 15 personnes ont déjà trouvé la mort, a été la hausse des tarifs du ticket de métro dans la capitale. Des manifestations pacifiques organisées depuis le 18 octobre ont donné lieu, par endroits, à des actes de pillages et de vandalisme, en prenant un tour inédit depuis le retour de la démocratie dans ce pays voilà 30 ans. Pris de court, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et imposé un couvre-feu pour tenter de rétablir l'ordre, en affirmant que le pays était "en guerre". Une expression qui a profondément heurté les victimes de la dictature d'Augusto Pinochet, le régime militaire (1973-1990) n'ayant eu de cesse de justifier la répression par l'existence d'un "ennemi interne".

Le système de retraites

en cause

Sebastian Piñera, riche homme d'affaires, a finalement annulé la hausse des tarifs pour tenter de mettre fin à l'agitation. "Le gouvernement est revenu en arrière mais on voit bien que la mobilisation continue", constate Marco Kremerman, économiste au sein de la fondation Sol basée à Santiago. Les concerts de casseroles reprennent jour après jour et les manifestants font valoir des demandes qui vont bien au-delà du coût des transports. Ils visent notamment les Administrateurs de fonds de pensions (AFP), des institutions financières privées chargées de gérer les fonds de retraite. "Ce système mis en place voilà près de 40 ans provoque une grande colère car beaucoup de gens se retrouvent avec des retraites misérables", explique Marco Kremerman. Il rappelle que le mouvement "No mas AFP" ("Non aux AFP") a déjà provoqué d'importantes manifestations en 2016. Lors de sa création, ce système de retraites par capitalisation individuelle était très novateur. Inspiré par les "Chicago Boys", un groupe d'économistes libéraux, le gouvernement de Pinochet a procédé à la libéralisation quasi complète de l'économie, dont de larges pans des secteurs de la santé, de l'éducation et des retraites. C'est d'ailleurs l'un des frères de l'actuel président, José Piñera, qui fut chargé, en qualité de ministre du Travail et des Retraites de 1978 à 1980, de donner naissance au système des AFP,



rendu obligatoire pour tous les travailleurs.

Un pays très inégalitaire

Après le retour de la démocratie, plusieurs équipes de centre gauche se sont succédé au pouvoir, sans changer radicalement le système économique et social hérité de la dictature. Alors que le pays brillait dans les années 1990 par son dynamisme et ses performances économiques, ces gouvernements n'ont adopté que quelques mesures destinées à soulager les plus faibles. Les disparités ont, elles, continué de progresser, faisant du Chili l'un des pays les plus inégalitaires de la zone OCDE.

"Au Chili, il faut s'endetter pour étudier, pour se soigner et pour vivre au quotidien", assène Marco Kremerman. Le dévelop-

pement des crédits à la consommation a permis de soutenir la demande interne au fil des années mais une grande partie des habitants croulent désormais sous des dettes qu'ils ne peuvent pas rembourser. Se basant sur une étude réalisée par une université locale, l'économiste avance ainsi que 4,6 millions de personnes, soit plus de 25 % de la population, sont incapables de régler leurs impayés. Une situation qui trouve notamment son explication dans la faiblesse du niveau moyen des salaires. Les manifestations de ces derniers jours traduisent donc un mal-être profond au sein des couches les moins aisées de la population. Beaucoup de manifestants demandent un changement radical de la politique budgétaire

dans ce pays fier de ses indicateurs macro-économiques et de ses finances équilibrées. Le dialogue s'annonce difficile, d'autant plus que les interlocuteurs se font rares. "Les syndicats ont perdu énormément de poids pendant le régime de Pinochet et il est difficile de trouver des acteurs pour discuter ou négocier", ajoute Marco Kremerman. L'économiste ne croit guère à la conclusion d'un "nouveau pacte social" demandé par différents représentants politiques. Car les manifestants n'ont de cesse d'exprimer leur défiance envers les différents partis qui ont plongé le Chili dans cette situation sociale explosive. Le collectif 'Unité sociale' a lancé un appel à la grève générale pour les 23 et 24 octobre.

Présidentielle en Bolivie : l'opposition appelle à bloquer le pays pour dénoncer les résultats

En Bolivie, l'opposition a lancé un appel à la grève illimitée à partir de mardi midi après un revirement dans les résultats partiels de la présidentielle donnant Evo Morales vainqueur au premier tour.

Après de violents incidents dans la nuit, la Bolivie se préparait, mardi 22 octobre, à vivre une nouvelle journée de tension, exacerbée par les derniers résultats électoraux qui donnent le président sortant Evo Morales vainqueur au premier tour, dans un revirement inexplicable dénoncé par son opposant et les observateurs.

Un appel à la grève illimitée à partir de mardi midi a été lancé par Fernando Camacho, le président de l'influent Comité pro-Santa Cruz. Cette organisation de la société civile, fondée en 1950, regroupe des représentants des quartiers, des commerces, des transports et des chefs d'entreprises de la plus grande ville de Bolivie.

"Demain, nous commençons à 12 h (16 h GMT, NDLR) à bloquer ce pays", avait-il déclaré lundi devant des manifestants. "Nous appelons à la grève jusqu'à nouvel ordre", a-t-il redit mardi après une réunion avec des organisations citoyennes proches de l'opposition présentes dans d'autres régions du pays.

Lundi soir, de longues files s'étaient formées aux stations-service en prévision d'un long conflit social, tandis que de violents incidents éclataient à travers la Bolivie.

Des incidents dans plusieurs villes boliviennes

À Sucre, la capitale constitutionnelle, située dans le Sud-Est, et à Potosi, dans le Sud-Ouest, une foule a mis le feu au tribunal électoral départemental, tandis que des affrontements avec la police se produisaient à La Paz et que le local de campagne du parti au pouvoir était saccagé à Oruro, ont rapporté La Razon, Los Tiempos et l'AFP. "Fraude !", "fraude !", "fraude !", pou-

vait-on notamment entendre dans certaines des vidéos mises en ligne.

Des incidents ont également été signalés dans d'autres villes, comme à Tarija (sud), à Cochabamba (centre), et à Cobija (nord), où la police a dispersé les manifestants.

Une conséquence des résultats électoraux

Ces manifestations ont eu lieu après que les autorités électorales, sans aucune explication, ont repris lundi soir le décompte rapide des voix interrompu la veille.

Lundi à 21 h (1 h GMT mardi), la page web du Tribunal suprême électoral bolivien (TSE) donnait Evo Morales en tête, avec 46,87 % des voix, creusant l'écart avec son principal adversaire Carlos Mesa, à 36,73 %, selon 95,3 % des bulletins dépouillés. Soit un écart de 10,14 points de pourcentage.

Pour s'imposer dès le premier tour, le candidat en tête doit obtenir la majorité absolue ou au moins 40 % des voix avec 10 points de pourcentage d'écart sur le second.

Une situation dénoncée par les observateurs de l'Organisation des États américains (OEA), présents en Bolivie pour l'élection présidentielle.

"La mission de l'OEA fait part de sa profonde inquiétude et surprise face au changement radical et difficile à justifier concernant la tendance des résultats préliminaires, après la clôture du scrutin" dimanche soir, qui ouvraient la voie à un second tour entre le président sortant Morales et son principal adversaire Carlos Mesa, ont réagi les observateurs de l'organisation dans un communiqué.

Le pouvoir veut calmer la rue, mais "les Libanais n'ont plus confiance"

Face à la colère populaire contre l'ensemble de la classe politique, le gouvernement libanais a adopté lundi des réformes longtemps bloquées. Une initiative suffisante pour calmer les manifestants ? Réponse du politologue Ziad Majed.



Confronté à une contestation populaire inédite au Liban, le Premier ministre Saad Hariri a annoncé, lundi 21 octobre, l'adoption par son gouvernement d'une série de réformes économiques. Parmi ces mesures destinées à calmer la colère de la rue contre la classe politique se trouve notamment la réduction de moitié des salaires du président de la République, des ministres et des parlementaires, en exercice ou honoraires. Le gouvernement,

qui a tenu lundi une réunion extraordinaire, compte également adopter avant la fin 2019 un nouveau régime de retraite et de protection sociale et créer une Autorité nationale de lutte contre la corruption.

Sur le plan financier, alors que le pays fait face à une grave crise économique, Saad Hariri a annoncé que les banques privées allaient parallèlement contribuer à la réduction du déficit budgétaire, par le biais notamment d'une taxe sur les bénéfices.

Le Monde

De l'administration

Quotidien National d'Information

**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ
POUR VOS PUBLICITÉS**

Pour plus de détails contactez nous au :



023 95 70 70

Ou par Email au :



monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

RÉDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
021957070

COMPTE NUMERO

005001112145616147 BDL

ANEP TEL 021731778

0217317128

FAX 021739559

DIEUSION

OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

Stress au travail Les symptômes du burn-out

Le burn-out ou syndrome d'épuisement professionnel est un état de découragement et d'épuisement global lié à son travail. Quels en sont les signes ?

Malgré une forte médiatisation, il n'existe pas de consensus médical sur la définition du burn-out. Les symptômes diffèrent selon le patient, son parcours, sa constitution physique et psychologique. Il est néanmoins possible d'établir quelques signes et caractéristiques de ce trouble qui concernerait près de 17 % des salariés. Les métiers les plus exposés sont ceux du transport terrestre, du commerce de détail, de l'administration publique ou du médico-social.

Les signes et symptômes physiques du burn-out

- *une fatigue persistante et généralisée, non soulagée par le repos, le manque d'énergie ;
- *des troubles du sommeil : un sommeil non réparateur, des difficultés d'endormissement, des réveils nocturnes ou des cauchemars ;
- *des nausées, des troubles de l'alimentation, une perte ou une prise de poids ;
- *des troubles digestifs se manifestant par des troubles intestinaux et gastriques, une diarrhée ou une constipation ;
- *des rigidités musculaires : des crampes répétées, des raideurs ou des douleurs dorsales ;
- *une intolérance au bruit et, parfois aussi à la lumière, des troubles visuels ;
- *des maux de tête, des migraines ;
- *des infections virales persistantes ;
- *des palpitations cardiaques, de l'hypotension ou de l'hypertension ;
- *un déséquilibre hormonal.

Les signes et symptômes



psychiques du burn-out

- *la fatigue émotionnelle, le sentiment de « vide intérieur », l'abattement ;
- *l'irritabilité, l'impatience, une attitude de rejet systématique ;
- *le sentiment d'échec, la résignation ;
- *le sentiment de surcharge, de stress ou d'ennui au travail ;
- *les crises de larmes ou d'angoisse ;
- *la procrastination, l'incapacité à prendre des initiatives ;
- *la diminution de l'estime de soi et de ses compétences, la culpabilité ;
- *le désintérêt, le désengagement progressif ou, à l'inverse, l'incapacité à s'arrêter de travailler ;

- *la sensation de « perdre pied » ;
- *l'humeur changeante s'exprimant par l'agacement, l'hyper-sensibilité, la tristesse ou la colère ;
- *le détachement émotionnel, la dépersonnalisation ;
- *la sensation de « boule au ventre » en allant au travail.

Les signes et symptômes comportementaux du burn-out

- *la normalisation d'horaires à rallonge
- *une diminution de l'empathie envers ses collègues et ses clients, une déshumanisation, un senti-

- ment de persécution ;
- *une attitude détachée ou négative, insensible, une réaction disproportionnée ou cynique ;
- *l'impression de ne plus rien contrôler ;
- *des difficultés de concentration et une confusion mentale, une perte de mémoire ;
- *un repli sur soi, la recherche de l'isolement, un évitement ;
- *une consommation accrue de tabac, de café, d'alcool, ou produits stimulants ;
- *une difficulté à porter un jugement, l'indécision ;
- *le travail en « pilotage automatique ».

À ce jour, le syndrome d'épuise-

ment professionnel n'est pas encore reconnu comme maladie professionnelle, mais il est possible de faire reconnaître le caractère professionnel d'une maladie psychique. Il faut pour cela remplir deux conditions : une incapacité permanente, partielle, au moins égale à 25 % et une preuve du lien direct et essentiel entre la maladie, ou bien ses symptômes, et le travail habituellement exercé. Le salarié doit adresser une demande à son organisme de sécurité sociale qui le transmettra au Comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles chargé de statuer sur la demande.

Les logiciels RH, l'atout maître des entreprises

Ils ont fait leur entrée dans les entreprises pour simplifier les opérations quotidiennes, soutenir l'expertise des spécialistes RH, obtenir une meilleure résolution des problèmes et suivre les évolutions d'une entreprise. Sélectionner le ou les logiciels demande de bien étudier leurs capacités d'exploitation car les ressources humaines, aux prises de leurs multiples tâches quotidiennes, se doivent de choisir des logiciels adaptés et performants. Il s'agit de gagner du temps, d'avoir une utilisation facile mais aussi collaborative afin de simplifier les relations interservices.

A quoi peut servir un logiciel RH ?

Il existe souvent l'idée reçue que les logiciels RH servent à une tâche isolée sans lien avec les autres tâches. Or, la dématérialisation génère la possibilité de croiser les informations et permet un travail collaboratif dont la résonance se répercute finalement sur tous les services. Les tâches du service RH sont multiples et touchent des domaines

qui impactent la vie personnelle des collaborateurs, la gestion des équipes mais aussi la trésorerie. Il permet d'une part de réaliser des économies et d'utiliser à bon escient le temps et les compétences des collaborateurs. Ainsi, l'entreprise Lucca édite des logiciels qui permettent non seulement d'automatiser des tâches administratives chronophages mais aussi de répondre à différents besoins des services RH.

Le temps, le gain précieux de toute entreprise

Il s'agit de gagner du temps pour se consacrer à des missions qui donnent de la valeur ajoutée : les congés et les absences, les feuilles de paie, les notes de frais peuvent parfaitement être traités en un temps record grâce à un logiciel performant. Si l'on prend l'exemple de la note de frais : un collaborateur, qui a avancé des frais, souhaite en avoir le remboursement le plus rapidement possible. Avec un logiciel performant, le remboursement peut s'effectuer dans les meilleurs délais et donc créer

des relations plus harmonieuses. Vous évitez les tensions entre les collaborateurs, le service RH et de perte de temps d'envois d'e-mails. Il en est de même des fiches de paie qui, grâce à la dématérialisation, sont à la disposition en quelques clics du service RH, mais aussi des collaborateurs. Souvent, pour des besoins personnels comme la location, un crédit... ils sont obligés de présenter certains documents, qu'un logiciel performant leur permet d'obtenir en peu de temps. Retrouvez 10 conseils performants et simples à mettre en place sur ce livre blanc sur les notes de frais. A la fois pratique et complet, ce guide pratique proposé par l'éditeur de logiciels RH Lucca vous partage des astuces et conseils pour vous guider efficacement. Également, les congés et les absences se révèlent un travail incontournable et deviennent vite chronophage si l'on ne possède pas les outils adéquats. Ils peuvent même conduire à l'exaspération si une erreur de calcul se présente et à des relations tendues entre les services.

Les valeurs ajoutées des logiciels

Gérer des équipes dans une entreprise qui vit d'incessants bouleversements, comme par exemple une fusion ou une délocalisation, demande de s'adapter et d'aller rechercher les collaborateurs compétents dans l'ensemble des services pour tout nouveau projet. Par ailleurs, il arrive souvent que l'on ait des idées reçues sur le temps passé sur une tâche et des estimations parfois approximatives du temps à investir peuvent créer des tensions avec les salariés. Les logiciels permettent d'analyser avec précision les situations en amont, de mesurer le temps passé, de cerner le coût et de l'ajuster au fur et à mesure des évolutions des besoins. Les entretiens d'évaluation demandent un suivi régulier et une mise à jour constante afin que les ressources humaines soient capables d'en extraire les informations essentielles pour toute réorganisation ou développement. Souvent les compétences, les soft skills, les niveaux de

langue ou le curriculum vitae sont dispersés dans plusieurs services. Or il est indispensable d'avoir une visibilité globale au lieu d'être contraint de s'adresser à différents interlocuteurs pour obtenir une information sur un collaborateur. Si les besoins de l'entreprise en raison d'un développement à l'international apparaissent, il faut pouvoir en quelques clics connaître les collaborateurs qui possèdent un bon niveau d'anglais par exemple, si les nouvelles réglementations imposent d'avoir des collaborateurs qui possèdent un brevet de secouriste, il suffira de rechercher l'information et de sélectionner les personnes par le biais du logiciel sans perdre un temps considérable à envoyer des e-mails à tous les chefs de service pour savoir quelles sont les personnes compétentes. Il est primordial, pour toute entreprise dynamique de gagner du temps et d'optimiser la gestion des équipes, grâce à des logiciels RH performants.

k.a

Pinocchio

Disney pense à Robert Zemeckis pour réaliser la version Live

La firme allemande a dévoilé un prototype de terminal d'accueil pour ses taxis volant qui pourrait être installé sur les toits des bâtiments en centre-ville. Le projet de taxis volants de Volcopter avance à bonne allure. Après avoir dévoilé la version finale de son appareil muni de 18 rotors électriques dont elle espère pouvoir débiter l'exploitation commerciale dans les deux à cinq ans qui viennent, l'entreprise vient de présenter un prototype de terminal qui servira à gérer le trafic des passagers. Baptisé VoloPort, il a été conçu sur une base modulaire afin de pouvoir s'adapter aux différents emplacements urbains où il pourrait prendre place : toits d'immeubles, de gares ou de parking. Les images nous montrent un salon d'attente similaire à celui que l'on trouve dans les aéroports juste à côté duquel attend un VoloCity, nom donné par Volcopter à son taxi aérien. Le VoloPort « pourra accueillir un large éventail de taxis aériens électriques, au service des voyageurs d'affaires, des touristes et de tous ceux qui en ont assez de rester bloqués, assis dans la circulation », promet Volcopter. La dernière version du VoloCity peut transporter deux personnes sur une distance maximale de 35 km en volant jusqu'à 110 km/h. Un premier prototype du VoloPort sera installé à Singapour où Volcopter a prévu de réaliser un vol d'essai public durant le quatrième trimestre. Des trois briques nécessaires au lancement d'une offre de taxis volant, ne manque plus à Volcopter que celle concernant la législation encadrant un tel service.

HTC Exodus 1s Un smartphone dédié aux cryptomonnaies



Trois fois moins cher que le premier modèle sorti il y a 18 mois, ce smartphone est dédié à la blockchain et il permet de gérer son porte-feuille de monnaies virtuelles. HTC vient de dévoiler un nouveau smartphone destiné à la gestion des cryptomonnaies. L'Exodus 1s est une version économique de l'Exodus 1 sorti l'année dernière. Il est toujours en vente sur le site du constructeur à 759 euros ou un équivalent en Bitcoin. Le nouveau modèle est vendu à seulement 219 euros, et peut également être acheté en Bitcoin, Ethereum, Litecoin, Binance, ou encore Bitcoin Cash. L'Exodus

1s est équipé d'un écran 5,7 pouces, d'un SoC Qualcomm Snapdragon 435, 4 Go de mémoire vive et 64 Go de stockage extensible avec une carte microSD. Il fonctionne avec Android Oreo 8.1 et intègre deux caméras de 13 mégapixels, un à l'avant et l'autre arrière, ainsi qu'une batterie de 3.000 mAh. Ce nouveau smartphone aux fonctions blockchain intègre un portefeuille cryptographique comme son aîné mais va encore plus loin. Le constructeur taiwanais a intégré la fonctionnalité de nœud Bitcoin complet (ou full node), afin de vérifier et relayer l'ensemble des transactions Bit-

coin dans le monde. HTC a avoué que la nouvelle option est encore plutôt expérimentale, et conseille de se connecter au Wi-Fi ainsi que de brancher le smartphone sur secteur avant de lancer le nœud, mais qu'il peut également fonctionner en itinérance. Pour fonctionner en tant que nœud, le smartphone nécessite le registre Bitcoin qui a atteint une taille de 260 Go. Il faudra donc lui ajouter une carte mémoire microSD de 400 Go pour stocker la blockchain Bitcoin. L'Exodus 1s sortira d'abord en Europe, à Taïwan, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

La prochaine innovation d'Apple Sans doute des lunettes de réalité augmentée

Dans un article sur Jony Ive, le Wall Street Journal mentionne les futures lunettes d'Apple. Le labo design serait bien en train de concevoir un engin dédié à la réalité augmentée. Dans un long article, le Wall Street Journal révèle l'animosité entre Jonathan Ive et Tim Cook, qui aurait motivé le designer de génie à quitter Apple pour lancer LoveFrom, sa propre entreprise. En plus de toutes ses révélations,

on apprend que les équipes de Jonathan Ive (qui le remplaceraient partiellement depuis 2015) conçoivent actuellement des lunettes de réalité augmentée. Ça tombe bien, les rumeurs suscitent depuis plusieurs années qu'Apple lancera un tel produit en 2020. Malheureusement, le WSJ se montre avare en informations. « L'équipe en charge du design travaille des lunettes de réalité augmentée qui permet-

traient aux utilisateurs de visualiser leurs messages et le plan. Elle continue à travailler sur les mises à jour annuelles des produits existants ». Autrement dit, les lunettes d'Apple serviraient bien à superposer du virtuel sur le réel grâce à ARKit, le système de réalité augmentée d'Apple. Il y a à peine quelques jours, l'entreprise chinoise Vivo grillait la priorité à Apple avec ses propres lunettes AR.

Volcopter présente un terminal pour ses taxis volants VoloCity

Disney est en train de remettre aux goûts du jour ses différents classiques (Le Livre de la Jungle, Aladdin, Le Roi Lion) et le prochain remake à faire parler de lui est Pinocchio. Apparemment, les studios The Walt Disney Company souhaiteraient mettre aux commandes de ce prochain long métrage le réalisateur Robert Zemeckis à qui l'on doit Retour vers le futur et Forrest Gump. Pour ce prochain film d'animation live, Disney est en pourparlers avec le réalisateur Robert Zemeckis, mais aussi avec Tom Hanks pour interpréter le marionnettiste et papa de Pinocchio, Geppetto. Attention, cela ne reste que des rumeurs et il se peut que Disney se tourne vers un autre réalisateur si les deux parties ne trouvent pas d'accord. En tout cas, c'est Chris Weitz qui est chargé de l'écriture. Le choix de Disney de choisir Robert Zemeckis est assez étrange puisque celui-ci ne s'est pas fait remarquer par ses derniers films (Alliés et Bienvenue à Marwen). Néanmoins, il est attendu pour son adaptation Sacrées Sorcières de Roald Dahl, qui doit sortir en 2020. Pour rappel, Pinocchio aura le droit à deux autres adaptations, la première sera de Matteo Garrone dans laquelle on retrouvera Roberto Benigni en Geppetto et qui devrait sortir en 2020. Quant à la seconde, il s'agit d'une comédie musicale pour Netflix qui sera réalisée par Guillermo del Toro. Autant dire que l'on va manger du Pinocchio dans les années à venir avec cette 3e adaptation.

Lenovo rêve toujours d'un smartphone qui se transforme en montre

Il y a trois ans, Lenovo avait surpris tout le monde en dévoilant un smartphone à écran souple qui pouvait se transformer en montre au poignet. Trois ans plus tard, le produit n'est toujours pas sorti, mais la marque chinoise a déposé de nouveaux brevets, preuve que le concept n'est pas abandonné. Jusque-là simple gadget, la montre connectée se généralise ; l'arrivée des fabricants chinois a permis de faire baisser les prix et d'offrir une réelle alternative à l'Apple Watch. Parmi ces fabricants, il y a Lenovo, surtout connu pour ses ordinateurs puisque la marque a racheté la branche PC d'IBM. C'est un gage de qualité, mais en revanche, sur le marché des smartphones, la marque ne décolle pas. Peut-être parce qu'elle souhaite s'orienter vers des appareils tout-en-un, et TigerMobiles a d'ailleurs mis la main sur des brevets déposés en Chine fin août : ils montrent un projet de smartphone qui se transforme en montre ! Sur les croquis, on

distingue donc un smartphone tout en longueur et son écran souple permet ensuite de le torde pour le placer autour du poignet. En regardant de près chaque dessin, il semble y avoir plusieurs idées en chantier pour le transformer en bracelet-montre, avec un système d'attache externe pour faire le tour du poignet. On pourrait donc choisir entre l'utiliser comme une vraie montre qui s'attache ou comme un bracelet. Ce n'est pas la première fois que Lenovo étudie cette piste et peut-être s'agit-il de nouveaux designs de son C Plus, un smartphone pliable dévoilé en... 2016, puis réapparu en 2018. Jamais commercialisé, il avait bluffé tout le monde lors de sa Tech World. L'appareil fonctionnait sous Android avec un écran de 4,3 pouces et la coque crantée, en cuir, permettait de l'enrouler autour du poignet. C'était volumineux, mais ça avait fait son effet sans pour autant déboucher sur une commercialisation.



Falsification de formulaires de candidature à la présidentielle:

4 fonctionnaires placés sous mandat de dépôt Souk Ahras

Quatre (4) fonctionnaires de l'annexe administrative communale de la cité Draïa Ahmed (commune de Souk Ahras) ont été placés lundi soir par le procureur de la République près le tribunal de la même ville sous mandat de dépôt et un cinquième sous contrôle judiciaire pour "falsification de formulaires de souscription de signature pour un des postulants aux prochaines présidentielles", a-t-on appris d'une source judiciaire. "Cinq inculpés dans cette affaire sont des femmes dont la déléguée communale de la cité Draïa Ahmed", a indiqué la même source, rap-

pelant que ces fonctionnaires ont été confondus à la fin de la semaine passée par des membres de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) alors qu'ils falsifiaient des formulaires de souscription de signature au profit d'un des postulants pour la candidature aux élections présidentielles du 12 décembre prochain. Le président de la délégation de wilaya de l'ANIE, Othmane Menadi, avait qualifié ce qui s'est passé de "fait isolé" affirmant qu'

"aucune velléité de fraude ne sera tolérée"

afin d'assurer la transparence de l'opération électorale"

. De son côté, le président de l'APC de Souk Ahras Mustapha Rouaïnina avait indiqué dans un communiqué que "cet agissement n'a rien à avoir avec l'éthique des membres de l'APC qui s'attachent toujours à appliquer la loi, à se tenir aux missions qui sont les leurs et à s'opposer aux tentatives illégitimes de perturber et entraver le processus électoral en cette conjoncture où le pays a besoin de l'union de tous ses enfants".

Justice

Djebbar Mehena placé sous mandat de dépôt

Le magistrat instructeur près le tribunal militaire de Blida a placé, "à titre conservatoire", le dénommé Djebbar Mehena sous mandat de dépôt pour "enrichissement illicite" et "trafic d'influence", indique lundi un communiqué du procureur général militaire près la Cour d'appel militaire de Blida. "Conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 3

du Code de procédure pénale et dans le strict respect de ses dispositions, le procureur général militaire près la Cour d'appel militaire de Blida, porte à la connaissance de l'opinion publique que des poursuites judiciaires ont été engagées, pour les chefs d'enrichissement illicite et trafic d'influence, faits prévus et réprimés par les articles 2, 37, 32, 51 et 48 de la loi 06-01 relative à

la prévention et à la lutte contre la corruption, à l'encontre du dénommé : Djebbar Mehena", précise la même source. "Pour la nécessité des enquêtes, le juge d'instruction, sur réquisition du procureur militaire de la République de Blida, a ordonné, à titre conservatoire, un mandat de dépôt à l'encontre du dénommé Djebbar Mehena".



Démission

Le président de l'APC d'Annaba démissionne

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Annaba, Farid Merabet, du parti du Front de libération nationale (FLN) a démissionné de son poste, a affirmé mardi le wali Toufik Mezhoud en marge d'une cérémonie tenue au siège de la wilaya à l'occasion de

la journée nationale de la presse (22 octobre). Dans ses réponses aux questions des journalistes, le chef de l'exécutif local a indiqué que les membres de cette assemblée tiendront une session "extraordinaire" jeudi prochain pour élire un nouveau président. Le président de l'APC d'Annaba a déposé lundi après-midi une

copie de sa démission aux services de la wilaya d'Annaba, a ajouté le même responsable qui n'a pas donné les raisons de cette démission. A signaler que toutes les tentatives pour joindre le désormais ex-président de l'APC d'Annaba pour d'amples détails sur les raisons de sa démission, sont restées vaines.

Mondiaux d'athlétisme 2019:

Le chef de l'Etat décore Makhloufi de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Ahid"

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a décoré, lundi au siège de la présidence de la République, le champion algérien Taoufik Makhloufi de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Ahid" pour ses efforts et ses performances lors des différentes joutes sportives continentales et internationales. "Cette médaille décernée à Taoufik Makhloufi se veut un hommage pour l'ensemble de sa carrière sportive, riche en performances réalisées dans les spécialités du 800m et du 1500m, mais aussi pour le record national qu'il a battu et les nombreuses médailles qu'il a décrochées dans le cadre de sa participation à différentes joutes et compétitions olympiques aux niveaux africain et mondial, la dernière en date étant la médaille d'argent du 1500m remportée aux Mondiaux d'athlétisme de Doha (Qatar)". "A cette occasion, le chef de l'Etat n'a pas manqué de saluer le nationalisme et le sens du sacrifice dont a toujours fait montre le champion algérien Taoufik Makhloufi, et qui lui ont valu reconnaissance et respect aux niveaux national et international".

Présidentielle

7 postulants ont pris un rendez-vous pour le dépôt de leurs dossiers

Sept (7) postulants au scrutin présidentiel du 12 décembre prochain ont pris des rendez-vous pour le dépôt de leurs dossiers de candidatures au niveau de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), a annoncé mardi son chargé de la communication, Ali Draa. S'exprimant lors d'un point de presse au siège de l'Autorité, M. Draa a ajouté que "les premiers dépôts de dossiers de candidature débuteront ce mercredi dès 10h00 du matin". "Le président de l'ANIE, Mohamed Charfi les recevra", a-t-il dit. Il a, par ailleurs, rappelé que 147 postulants ont retiré les formulaires de souscription des signatures individuelles pour la présidentielle du 12 décembre, et que le dernier délai pour le dépôt des dossiers est fixé au samedi 26 octobre à minuit.

Tourisme

Accueil de 1,7 million de touristes tunisiens en Algérie en 2019

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a fait part lundi à Oran de l'accueil de 1,7 million de touristes tunisiens en Algérie cette année. Dans une déclaration à la presse en marge des travaux d'une rencontre nationale des professionnels du secteur du tourisme, M. Benmessaoud a signalé l'affluence de 1,7 million de touristes tunisiens en Algérie cette année dans les différentes wilayas du pays. Par ailleurs, le ministre a indiqué qu'une commission nationale regroupant les représentants des ministères du Tourisme et de l'Artisanat, du Commerce, des Finances et la Direction générale des Douanes, œuvre à finaliser un décret exécutif pour la protection de l'artisanat national contre la contrefaçon qui s'opère dans certains pays. Abordant le tourisme saharien, le ministre a affirmé que l'Algérie a été un des pionniers dans la création de ce tourisme compte tenu de son potentiel naturel unique dans le monde, des professionnels expérimentés dans ce domaine et des infrastructures touristiques publiques et privées réalisées dans le Grand Sud, nonobstant l'aspect humain d'hospitalité et d'accueil chez les Algériens. Des mesures ont été prises pour faciliter l'octroi des visas pour les groupes de touristes afin de garantir la réussite du tourisme saharien 2019-2020 dont le coup d'envoi sera donné à la première semaine du mois de novembre prochain dans la wilaya de Ghardaia. Soulignant qu'il ne peut y avoir de tourisme sans la sécurité et la stabilité, le ministre a valorisé dans ce contexte le "grand rôle" joué par différents services de sécurité dont l'Armée nationale populaire (ANP) pour préserver cet acquis.

ZLECAF

Djellab prendra part à la réunion des ministres du commerce africains demain à Addis-Abeba

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab prendra part, les 24 et 25 octobre courant à Addis-Abeba (Ethiopie), aux travaux de la première réunion des ministres du Commerce africains de la Zone de libre-échange africaine (ZLECAF). Cette réunion intervient suite à la série de négociations entre nombre de pays

africains en vue d'encourager l'échange commercial et économique, et bénéficier des exonérations douanières, a ajouté la même source. La participation de l'Algérie à la ZLECAF émane de sa détermination à libérer le commerce en Afrique de tous les obstacles qui entravaient jusque-là les acteurs et les opérateurs des secteurs com-

mercial et économique, à créer un marché unique pour les biens et services, et à vendre un produit continental de concurrence, suivant les recommandations ayant sanctionné les travaux du 12e sommet des chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union africaine (UA) tenue à Niamey juillet dernier